ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 170 - 23 novembre 1990 - prix : 8 F

ILS ENTERRENT LA "GUERRE FROIDE"

AFP

AFP

MAIS PREPARENT UNE "GUERRE CHAUDE" !

M 6189 - 1170 - 8,00 F

C'EST DANS LA RUE QU'IL FAUDRA RENVERSER, ET PAS SEULEMENT CENSURER, TOUS CES GOUVERNEMENTS ANTI-OUVRIERS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Pour la première fois depuis l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, le Parti Communiste s'est décidé à voter une motion de censure, c'est-à-dire la défiance contre le gouvernement socialiste, à l'occasion du projet de loi sur la Contribution Sociale Généralisée (CSG).

Du coup, pour éviter le vote de cette motion de censure, qui pour être adoptée doit obtenir les voix de la majorité absolue de l'Assemblée, Rocard a eu besoin du secours de quelques députés de droite qui ont permis que, à cinq voix près, elle soit rejetée.

Mais que la motion de censure soit passée ou non, il ne craignait tout de même pas grand-chose, le gouvernement.

Quand elle passe, le président n'est pas aux abois. C'est arrivé une seule fois en 32 ans, en 1962, sous De Gaulle, qui est resté au pouvoir avec en gros la même équipe jusqu'en 1969 ! Dans ce cas, le président peut désigner un autre Premier ministre, voire garder le même qui se contentera de former un nouveau gouvernement de son choix. Si ça l'arrange, il peut dissoudre l'Assemblée (mais il n'y est pas obligé), et organiser de nouvelles élections. Bien sûr, son gouvernement devra sur le moment remballer son projet de loi ; ce qui ne l'empêchera pas de le représenter sous une autre forme une prochaine fois...

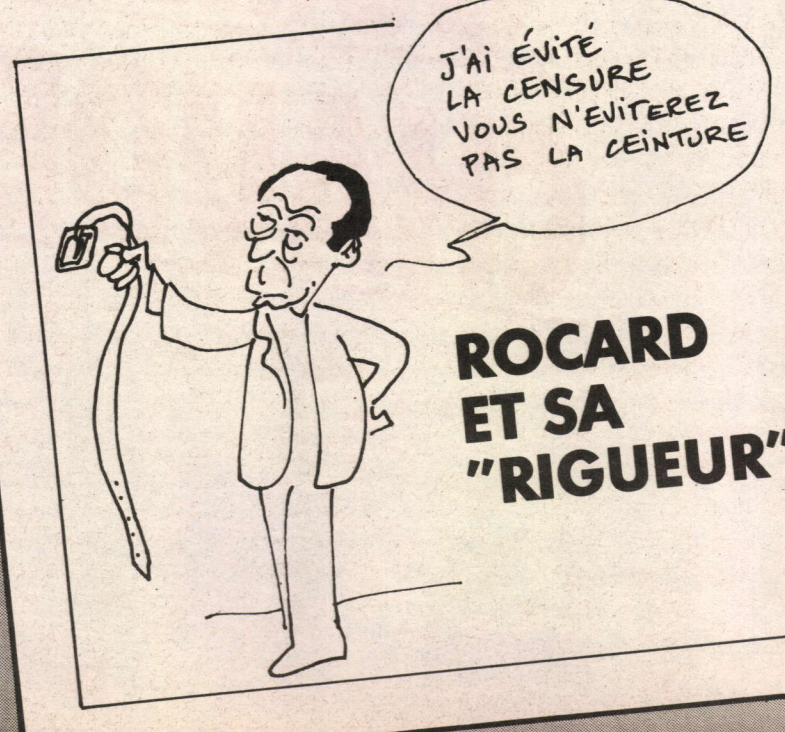
La constitution de la cinquième république, instaurée par De Gaulle en 1958, a transformé l'assemblée des députés en une simple chambre d'enregistrement : le gouvernement n'est pas obligé de soumettre à la discussion ses projets de lois. Il peut gouverner par "ordonnances", ou bien, grâce à l'article "49-3e alinéa" de la Constitution, il peut soumettre ses projets de lois en bloc, sans amendements possibles : si un projet ne plaît pas aux députés de l'opposition, qu'ils se mettent d'accord entre eux pour faire "tomber" le gouvernement en votant la défiance, on appelle ça une "motion de censure" ! Evidemment, il est rare que les différents partis puissent et se mettre d'accord, et obtenir la majorité absolue...

Aujourd'hui, c'est donc cette CSG, ce nouvel impôt qui pèse avant tout sur les salariés, les retraités et les chômeurs, qui est en cause. Les raisons de la droite et celles du PCF de s'y opposer ne sont pas les mêmes. La droite ne veut surtout pas que les revenus des riches soient taxés. Le PCF, lui, par contre, a raison quand il propose à la place de la CSG de taxer uniquement les revenus de la spéculation financière au même taux que celui supporté par les salariés, soit 13,6 % : cela rapporterait immédiatement 42 milliards de francs. Avec la CSG, les revenus du capital ne contribueraient que pour 3 milliards de francs, sur les 37 milliards qu'elle devrait rapporter. Car, même quand les socialistes parlent de financer la Sécurité sociale de façon socialement plus juste, ils se débrouillent pour rouler les travailleurs et faire des cadeaux au capital !

Par contre, là où le PCF n'inspire guère confiance aujourd'hui, c'est qu'il a été jusqu'à présent toujours solidaire du gouvernement socialiste anti-ouvrier. La défiance aujourd'hui affichée par le PCF à l'égard de Rocard vient tout de même un peu tard pour être vraiment crédible.

Il n'y a pas de véritable parti représentant les travailleurs dans cette Assemblée sans pouvoirs. Même les lycéens ont montré dans la rue qu'ils censuraient plus efficacement la politique gouvernementale (et son budget de l'Education), que ne l'ont jamais fait les députés à la Chambre.

Oui, il faudra bien un jour que les travailleurs fassent tomber tous ces gouvernements qui mènent une politique anti-sociale et anti-ouvrière, quelle que soit leur étiquette de gauche ou de droite. Mais pas en le faisant tomber pour la frime, comme au Parlement les très rares fois où cela arrive. Mais en le renversant par la force de leur nombre et de leur détermination, dans les usines, les bureaux et dans la rue.



ROCARD ET SA "RIGUEUR"

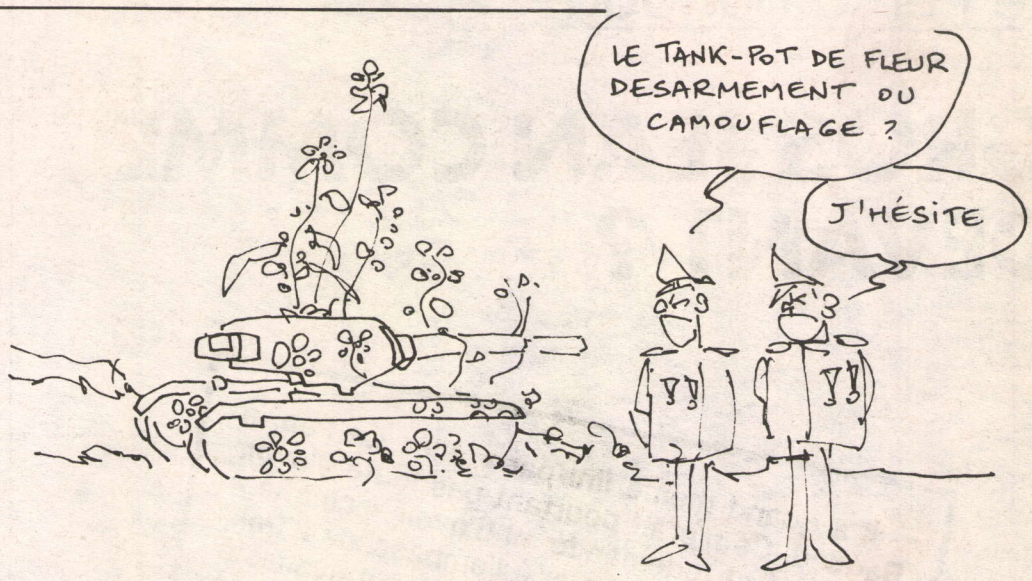
Dans son discours prononcé devant l'Assemblée lors de la discussion de la motion de censure, Rocard a déclaré qu'il n'annonce pas *"un parcours semé de pétales de lys ou de rose"*. Il peut garantir en revanche, a-t-il dit, *"une rigueur maintenue"*, *"si le ralentissement de la croissance mondiale se confirme"*.

Comme pour annoncer la couleur, c'est au même moment que les fonctionnaires ont pu goûter à la "rigueur" rocardienne et apprendre qu'en 1990, leurs salaires ne subiront qu'une augmentation générale de 2,5 % pour une hausse des prix qui officiellement atteint déjà 3,6 %. Ce qui n'empêche pas Rocard d'expliquer que leur pouvoir d'achat progresse !

C'est sans doute là le fameux "parler vrai" d'un Premier ministre qui se prend pour Churchill annonçant en 1940 aux Britanniques *"du sang et des larmes"*, mais qui ne va pas jusqu'à expliquer que sa rigueur est à sens unique. Les restrictions sont pour les travailleurs et les couches populaires tandis que le patronat, la bourgeoisie voient s'ouvrir un chemin pavé, sinon de pétales de lys ou de rose, du moins de profits et d'argent facile ; ce qui du reste convient certainement mieux à leurs goûts.

La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe

ENTERRER LA GUERRE FROIDE ET PRÉPARER LA "GUERRE CHAUDE" DANS LE GOLFE



Les chefs d'Etat ou de gouvernement de 34 pays d'Amérique du Nord et d'Europe, URSS et anciennes «Démocraties populaires» (dont l'Albanie) incluses, se sont rassemblés deux jours en grande pompe à Paris. Quinze ans après la fameuse «Conférence d'Helsinki», en août 1975, où avaient été pris, entre les mêmes, des engagements solennels à ne pas avoir recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des Etats et à respecter la liberté et le droit des peuples (après quoi les dirigeants en question – certes en dehors d'Europe ! les Soviétiques en Afghanistan, les Britanniques aux Malouines, les Français en Nouvelle-Calédonie et les Américains à la Grenade entre autres – avaient allégrement piétiné leurs principes humanitaires), la seconde «Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe» (CSCE) se tenait donc sous la présidence de Mitterrand... et surtout dans le nouveau contexte des changements à l'Est.

Sacré branle-bas de combat : dix mille policiers pour protéger ce beau monde ; trente-sept cortèges, chacun d'une dizaine de voitures officielles, pour transporter des aéroports aux hôtels, de l'Elysée à Versailles, ou des Ambassades à l'Avenue Kléber où avaient lieu quelques séances, ces quelques dizaines de hauts personnages, flanqués chacun d'une dizaine de gardes du corps, d'une demi-dizaine de membres du RAID (unité d'élite de la police nationale), de membres des Renseignements généraux français et agents des services spéciaux de leurs pays respectifs. C'est cet aspect qu'en auront surtout retenu certains Parisiens... ou plus généralement ceux dans le pays qui ont regardé la télévision. Mais pour le reste, quoi ?

On nous a dit que cette rencontre avait été historique. Que les Grands de ce monde – Bush et Gorbatchev en tête, suivis des Thatcher, Kohl, Mitterrand et Cie – ont officiellement mis fin à la «guerre froide». N'ont-ils pas d'ailleurs spectaculairement décidé de signer le traité adopté tout récemment à Vienne, dans le cadre des discussions sur les limitations d'armements «conventionnels» en Europe, qui prévoit de jeter à la ferraille 100 000 chars, véhicules blindés, hélicoptères et pièces d'artillerie ? Et ce n'est pas une mince affaire de casser tout cela sans guerre !

★ ★ ★

Mais cet accord dit de «désarmement» qui a été au centre de cette CSCE est du spectacle à divers titres.

L'effort «destructeur» est mal partagé. L'accord prétend respecter un certain équilibre entre les «groupes» de l'Est et de l'Ouest et interdire à un pays d'accumuler à lui seul plus du tiers du total de l'arsenal européen. Mais depuis que le bloc de l'Est s'est défait, que les forces militaires d'Allemagne de l'Est par exemple sont devenues celles de l'Allemagne réunifiée (l'ex-RFA gagne d'un coup d'un seul 2 000 chars !), que celles de Tchécoslovaquie, de Pologne ou de Roumanie ne s'ajoutent plus à celles de l'URSS, depuis que l'URSS elle-même ne se dit plus «confrontée» mais «alliée» aux Occidentaux... les rapports de forces militaires à prendre en compte ont évidemment changé ! Et le résultat de la procédure complexe et maline adoptée à la conférence par les dirigeants des pays membres de l'OTAN, l'Alliance militaire «occidentale» derrière les Etats-Unis, et ceux du Pacte de Varsovie – l'Alliance moribonde entre les pays de l'ancien «bloc» soviétique qui ne font précisément plus «bloc» ! –, est que l'URSS doit désarmer largement plus que les autres, qu'elle aura à détruire à elle toute seule 90 % des 100 000 pièces dont tous se félicitent qu'elles soient vouées à la casse. Ou alors, l'URSS devra déplacer des chars et autres blindés au-delà de l'Oural, c'est-à-dire au-delà du champ géographique de l'accord...

Le ministre français de la Défense, Chevènement, lui, est content : il n'aura à détruire que 52 chars et quelques autres dizaines d'engins, et il assure tous les bourgeois et petits-bourgeois français actionnaires de Dassault, Matra, Thomson et autres Aérospatiale, que les dépenses militaires françaises n'en seront nullement diminuées. Leurs collègues occidentaux et en particulier américains, d'un tout autre calibre, peuvent être tout aussi satisfaits.

★ ★ ★

Cette «casse» prétendue collective est donc vraiment du spectacle. Elle est par ailleurs d'autant plus illusoire qu'elle ne concerne que les tonnes d'engins les plus vieillis dont on peut supposer qu'en cas de besoin ils seraient très vite remplacés par les tout nouveaux joujoux des marchands d'armes nationaux ou transnationaux, et que l'accord ne concerne ni l'aviation, ni les forces navales, ni surtout les engins nucléaires de diverses portées... Bref, il y aura encore en Europe des millions d'hommes sous l'uniforme, des millions de tonnes d'engins de morts, plus ou moins sophistiqués, de quoi anéantir des milliers de fois la planète.

Mais qu'à cela ne tienne, la «guerre froide» est finie nous dit-on et les «Alliés» occidentaux et l'URSS disent enterrer la hache de guerre.

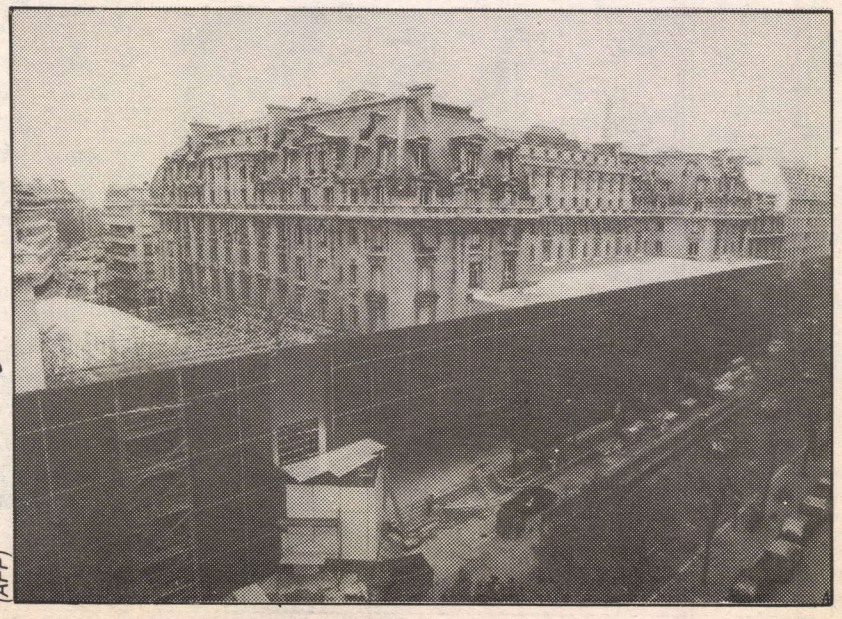
Il y en a qui enterrent davantage que d'autres ! C'est l'URSS qui fait tout le chemin, toutes les concessions. C'est l'URSS qui recule, ou sanctionne par cette conférence son abandon (probablement contraint et forcé mais abandon quand même) de tout contrôle sur les pays de l'Est, son renoncement aussi à soutenir un certain nombre d'Etats ou de forces politico-militaires dans le monde. C'est l'URSS qui laisse quasiment tout le terrain à l'impérialisme américain... au point même de donner solennellement son appui à la politique guerrière de l'impérialisme américain dans le Golfe.

Et cela devient une banalité de souligner combien symbolique dans le dérisoire est cette belle conférence «pacifique» d'un prétendu «désarmement» en Europe alors que les mêmes qui palabrent à propos de paix sous les lambris de l'avenue Kléber aident les USA à accroître leurs préparatifs de guerre dans le Golfe. Une guerre qui serait parmi les plus monstrueuses si elle éclatait.

Alors ce moment où Est et Ouest enterrent solennellement leur antagonisme est, moins que jamais, le début d'une ère paisible pour l'humanité. Une partie des armements «gelés» dans les frigos communautaires européens partent directement aujourd'hui pour le Golfe. L'impérialisme américain, en premier lieu, a tous les «riches» avec lui... et en plus la caution ouverte et explicite de l'URSS pour préparer sa guerre, une guerre qui, sous une forme ouverte ou déformée, est au fond une guerre de classe contre les pauvres et prolétaires de la planète pour maintenir sa domination.

Michelle VERDIER

Les immeubles de l'avenue Kléber, où s'est tenue la conférence, au moment de l'aménagement des «écrans de protection». Que d'argent gaspillé pour deux jours de parlottes !


(AFP)

Le Pen à Bagdad

GROS JEAN COMME DEVANT ?

Il a quand même fini par y aller, Le Pen, à Bagdad. Ce n'était pourtant pas faute d'avoir demandé et redemandé, ni d'avoir rechigné à se rendre et à retourner à l'ambassade d'Irak, mais le dirigeant du Front National avait été doublé au poteau par un émissaire mieux en cour à l'Elysée que lui, un dénommé Cheysson, qui à Bagdad ou ailleurs avait rencontré le ministre des Affaires étrangères irakien, Tarek Aziz, peu avant que Saddam Hussein n'annonce qu'il relâchait les otages français, tous les otages, n'en laissant même pas quelques-uns à ramener par Le Pen.

Mais Le Pen, qui dit aimer la paix, et a la réputation de ne pas aimer les Arabes – sauf certains du style de Hassan II ou de Saddam Hussein, allez savoir pourquoi ! – s'est offert un chemin de Damas, ou plutôt de Bagdad, en espérant quand même ressembler quelque peu à un Willy Brandt, ou un Nakasone, c'est-à-dire à quelqu'un qui a la tête d'un chef d'Etat, passé, présent, ou futur.

Ce n'est pas tant que Le Pen se soucie vraiment du sort du peuple irakien, et sa déférence devant Saddam Hussein à qui il a eu le plaisir de secouer longuement la main devant les caméras de télévision, ne s'adresse pas aux victimes de la dictature de ce dernier. Mais Le Pen a des ambitions politiques en France, et à ce titre des besoins de divers ordres...

Apparemment il s'est un peu fait rouler dans la farine, même s'il ne désespérait pas de revenir avec quelques otages européens. Aux dernières nouvelles, il recevrait un contingent de 80 à 100 otages de diverses nationalités, sur l'avion qui devrait le ramener à Strasbourg. Il y aurait même des Anglais – encore nombreux parmi les otages de Saddam Hussein – et qui feront eux aussi son affaire, à Le Pen, quoiqu'ennemis héréditaires de la France et exécuteurs de sa grande héroïne Jeanne d'Arc.

Saddam Hussein avait de toutes façons, avant son arrivée, annoncé qu'à partir de Noël il avait l'intention de commencer à relâcher tous les otages ; et la veille du départ du président du Front National, il avait libéré 124 citoyens allemands. C'est que le dictateur irakien semble préférer, et de loin, traiter avec les politiciens déjà en place plutôt que de parier sur la carrière de candidats ne lui offrant guère de garanties, et n'ayant pas encore le pouvoir de marchander grand-chose.

L.G.

Affaire Bousquet

UN PROCÈS POUR "CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ"... 50 ANS APRÈS LES FAITS... ET PEUT-ÊTRE MÊME JAMAIS

Après maints allers et retours entre différentes juridictions qui se renvoyaient la balle, la Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris vient de se déclarer compétente pour *"instruire les faits de crimes contre l'humanité"* reprochés à René Bousquet, secrétaire général de la police au gouvernement de Vichy de 1941 à 1943. Ce qui ne veut pas dire que l'affaire ne pourrait pas encore être reportée.

On peut se dire que ce procès ressemble à une mascarade. Juger un homme de plus de quatre-vingts ans, pour des faits qui remontent à près de cinquante ans, cela fait dérisoire en comparaison de tous les crimes d'Etat qui se commettent quotidiennement de par le monde, et dont tous les gouvernants et leurs justices s'accommodent fort bien.

René Bousquet est accusé aujourd'hui pour avoir préparé avec l'état-major allemand les grandes rafles des 16 et 17 juillet 1942 à Paris, les "rafles du Vel d'Hiv", où quelque 13 000 Juifs ont été regroupés dans le Vélodrome d'Hiver avant d'être déportés. Il devrait aussi être poursuivi pour avoir fait envoyer au mois d'août 1942, à tous les préfets, une circulaire permettant d'arrêter des enfants juifs.

Au lendemain de la guerre, officiellement, il y a eu une "épuration", et une Haute Cour a été créée pour juger les "collaborateurs".

René Bousquet a été jugé en 1949 par cette Haute Cour. Il n'a été condamné qu'à trois ans de prison, avec sursis, pour collaboration. On peut lire dans les minutes du procès de 1949 que le procureur l'a même félicité d'avoir obtenu que ce soit la police française, et non l'armée allemande, qui reste chargée de certains actes de répression, et que l'indulgence était demandée parce qu'il avait aidé des responsables de la résistance.

En fait, tous les "crimes" nazis en France ont été accomplis avec la complicité active de l'Etat français et de sa police. Les policiers n'ont pas été inquiétés : ils *"obéissaient aux ordres"*. Quant à leurs chefs, à ceux qui leur donnaient des ordres, ils ont pour la majorité d'entre eux conservé leur poste et sont montés ensuite dans la hiérarchie, ou après quelques déboires, comme Bousquet en a eu, ont pu se reconvertir.

René Bousquet, en effet, entra dans les affaires, en l'occurrence à la Banque d'Indochine, devenue depuis Indosuez, en 1950, y fit carrière et mena une vie douillette. Parmi tous les "recyclés" Bousquet a seulement eu la malchance que paraisse dans *L'Express,* en 1978, un article intempestif, que ce banquier parisien de bonne renommée avait été l'organisateur de la rafle du Vel d'Hiv.

Et la crapulerie de Bousquet n'a d'égale que l'hypocrisie de ceux qui font mine de le juger après l'avoir si longtemps eu comme ami ou comme banquier.

Sylvie FRIEDMAN

Arrête ton char, il pollue

Debay/Gamma

Enfin une nouvelle réjouissante : selon un journal allemand, le premier blindé équipé d'un pot d'échappement catalytique sera bientôt prêt, en attendant que tous les véhicules de la Bundeswehr, soient munis d'échappements propres.

Ainsi dans la guerre future, les chars allemands pourront démolir les cités et leurs habitants, mais ne pollueront plus. Les victimes apprécieront très certainement d'être ainsi massacrées proprement.

Un seul ennui de taille : comment fera la Bundeswehr pour envahir un pays qui ne serait pas équipé de pompes à essence sans plomb ?

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Le texte de l'exposé du Cercle Léon Trotsky du 5 octobre est paru sous le titre :

LA CRISE DU GOLFE
L'agression impérialiste au Moyen-Orient

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Agressions contre une cité d'immigrés

LES FAITS D'ARMES DES PARAS DE CARCASSONNE

Quelques-uns des paras arrêtés ! (AFP)

Il est difficile de croire que des sous-officiers, voire des officiers ont ignoré que quarante à cinquante paras du 3e RPIMa (régiment de parachutistes de l'infanterie de marine) se préparaient à organiser une véritable «ratonnade» dans le quartier, essentiellement peuplé d'immigrés, du Viguier dans la banlieue de Carcassonne.

Les paras se sont réunis dans un stade, le samedi 18 novembre au soir. Ils se sont noirci le visage et couverts de cagoules et, avec plusieurs voitures, ont investi l'un des immeubles pour une «opération» qui a duré entre un quart d'heure et une demi-heure.

Ils ont passé à tabac tout ce qui bougeait. Plusieurs vieillards ont été sévèrement battus à coups de barres de fer ou de matraque. L'un d'eux, ancien harki, handicapé, a été si sauvagement frappé qu'il souffre d'une fracture ouverte du bassin.

Selon certains témoignages, c'est au moment où certains habitants de la cité commençaient à s'organiser pour la riposte et où deux coups de feu auraient même été tirés, que les paras ont «décroché» et se sont enfuis. Un peu trop tard cependant, puisque la police militaire, alertée, a intercepté deux voitures, avec dix paras à bord. Le lendemain, six autres ont été arrêtés... mais pas tous les participants pour le moment.

On ne connaît par les raisons de cette agression raciste. Le lendemain, un colonnel du 3e RPIMa est allé s'expliquer avec les habitants de la cité du Viguier. Il a condamné l'expédition, bien entendu, mais il a expliqué que quelques jours auparavant un de ses hommes avait été blessé d'un coup de couteau à la gorge par un jeune Algérien. Seulement l'Algérien en question n'habitait pas dans cette cité, et d'autre part le lendemain de l'altercation il s'était constitué lui-même prisonnier. Vite jugé, il venait d'être condamné à un mois de prison ferme.

En réalité, même s'il y avait là un vague prétexte, la véritable raison est tout simplement le racisme, profondément ancré chez ces parachutistes, racisme encouragé – même si elle prétend le contraire – par la hiérarchie militaire. Le moindre incident, ou pas d'incident du tout, peut motiver une expédition anti-immigrés : d'ailleurs une précédente ratonnade, due à des militaires du 3e RPIMa, s'était déjà déroulée il y a quatre ans.

Il faut dire que ce corps de paras, à qui autrefois Bigeard avait donné sa devise *«être et durer»,* est spécialisé dans les expéditions coloniales. Un grand nombre de ses hommes sont intervenus au Liban (en 1978 puis en 1982-83), au Tchad (en 1979 puis en 1984) et tout récemment, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, et en Centrafrique. Bref, c'est un régiment «colonial» qui a l'habitude de casser du «bougnoule», du «noir» et, faute de mieux, les immigrés de Carcassonne.

Sur son drapeau, là où sont inscrites ses batailles ou ses campagnes, il pourra ajouter son dernier fait d'armes : «cité du Viguier à Carcassonne».

André VICTOR

À La Réunion

LE GOUVERNEMENT REMET L'AUGMENTATION DU SMIC... À LA DISCRÉTION DES PATRONS

Jeudi 8 novembre, Le Pensec, ministre des DOM-TOM, arrivait à La Réunion pour une courte visite. Certains jugeaient que l'arrivée du ministre tombait au bon moment. Depuis quelque temps le climat social s'est détérioré, comme disent les autorités, c'est-à-dire qu'il y a des grèves ici ou là et que les manifestations de protestation se multiplient. Il ne se passe pratiquement pas de jours sans qu'une route ou une autre ne soit barrée : tantôt par des élèves qui réclament du matériel, tantôt par les gens d'un quartier au sujet de leurs conditions de vie.

Manifestation le 26 avril. (LO)

La CGT réunionnaise appelait à une manifestation, car le "train de l'égalité" avec la France n'allait pas assez vite, disait son secrétaire général. Les travailleurs ont vite vu à quelle vitesse un gouvernement socialiste entend déplacer ce train.

Reçu par les élus, Le Pensec annonçait la couleur : l'égalité des prestations sociales est prévue... pour 1995. Pas d'échéance pour l'égalité du SMIC avec celui de la métropole : Le Pensec, bon prince, propose de remettre le problème à une concertation entre les représentants des patrons et ceux des travailleurs, ce qui revient donc à soumettre l'augmentation au veto du patronat.

Jamais encore on n'a osé dire ouvertement au patronat, dans l'hexagone, que c'était à lui de décider de l'augmentation du SMIC. Il faut croire qu'à La Réunion, on peut. A part ça, bien sûr, il n'y a plus de situation coloniale et La Réunion c'est la France !

Rien, aujourd'hui, ne peut justifier l'écart de plus de 20% existant entre le SMIC réunionnais et celui de France. Le Pensec ne peut même pas avancer sérieusement les prétendus problèmes des entreprises réunionnaises. Récemment, Daniel Lallemand, un dirigeant syndicaliste, citait dans *Témoignage,* l'organe du Parti Communiste Réunionnais, les chiffres extraits du *Rapport sur la répartition des richesses* adopté par le Comité économique et social : pour la période 1970 à 1986, le revenu moyen des non-salariés (les entrepreneurs) est grimpé de 280 %, les dividendes versés aux actionnaires des sociétés de l'île ont été multipliés par 6. Ça va si peu mal pour lesdits "entrepreneurs" que, d'après l'INSEE, du 1er janvier 1986 au 1er janvier 1990, le nombre des entreprises aurait augmenté de 46% dans l'île, contre 13% en France.

Depuis trente ans les travailleurs réunionnais réclament l'égalité du SMIC, largement justifiée, ne serait-ce que par le coût de la vie qui est plus élevé qu'en France (les fonctionnaires bénéficient justement d'une prime pour cette raison, prime que d'ailleurs le gouvernement cherche à leur enlever ou au moins à réduire).

Depuis trente ans, l'île a vu défiler des ministres, mais rien n'a véritablement changé, que ces ministres soient de droite ou de gauche. Le Pensec n'est que le dernier exemple.

Un exemple renforcé par l'attitude des dirigeants du Parti Communiste Réunionnais qui soutiennent le gouvernement socialiste. A peine Le Pensec venait-il de faire ses déclarations à propos du SMIC que C. Hoareau, dirigeant du PCR, faisait l'apologie du gouvernement socialiste sur les ondes de Télé-Freedom. Et par la suite P. Vergès, leader du PCR, affirma même que le gouvernement n'avait pas rompu son contrat avec les Réunionnais.

De quels Réunionnais parlait donc Vergès ? Des patrons peut-être, mais certainement pas des smicards et de leurs familles.

Correspondant LO

THATCHER AU BORD DE LA RETRAITE ?

Le désavœu que Margaret Thatcher vient de recevoir de la part des députés de son propre parti signifie probablement la fin prochaine de sa carrière politique.

Sans doute tout cela n'est-il que péripétie politicienne. Tout au plus l'ordre des figurines au sommet du château de cartes gouvernemental s'en trouvera-t-il modifié, et pas la politique menée.

Ce qui compte réellement, ce n'est d'ailleurs pas tant l'éclatement de l'unité de façade du Parti Conservateur que ce que cet éclatement révèle de la situation politique réelle.

(Arc.)

Le poll tax coûtera cher aux Britanniques... mais aussi à Mme Thatcher.

DESAVOUÉE PAR SON PARTI...

Qu'un Premier ministre soit révoqué par son propre parti est chose extrêmement rare dans l'histoire politique britannique, surtout au Parti Conservateur.

D'ordinaire la réélection annuelle du leader conservateur par les parlementaires du parti est une simple formalité, tout au plus l'occasion pour le leader en place d'un plébiscite de bon aloi. Exceptionnellement, comme ce fut le cas en 1989, c'est l'occasion pour une poignée de députés grincheux d'exprimer leur grogne en s'abstenant ou en votant pour un candidat symbolique dont tout le monde sait, lui le premier, qu'il n'a aucune chance.

Cette fois-ci c'est de bien autre chose qu'il s'agit. D'abord, le score : 204 voix pour Thatcher, 152 pour Heseltine, 16 abstentions. Ensuite, la personnalité de Michael Heseltine : un dignitaire du parti, qui fut ministre de Thatcher pendant sept ans avant de claquer la porte du gouvernement en 1986 pour se placer ostensiblement dans la course à la succession. Enfin, le contexte : les luttes intestines au Parti Conservateur, de plus en plus ouvertes, jusques et y compris au sein même du gouvernement avec récemment la démission fracassante du vice-Premier ministre Geoffrey Howe.

Même s'il n'a manqué que quatre voix à Thatcher pour obtenir sa réélection, le vote du 20 novembre équivaut à une crise gouvernementale et fait apparaître Heseltine comme un leader de rechange crédible.

Après ce premier tour – où il fallait à Thatcher obtenir en plus de son challenger les voix d'au moins 15 % des 372 participants au vote, soit au total 20 % des voix – il y aura un second tour, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'un candidat parvienne à réunir une majorité simple sur son nom. Maintenant que la brèche est ouverte, maintenant que les adversaires déclarés de Thatcher ont pu se compter, maintenant que ceux qui choisissent toujours le camp du plus fort ont pu évaluer la situation, la position de Thatcher se trouve sensiblement plus faible qu'elle n'était à la veille du 20 novembre. Et si Heseltine, l'homme d'affaires milliardaire, n'y suffit pas, d'autres ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à tenter leur chance, dont deux des principaux ministres de l'actuel gouvernement.

Quant à l'enjeu de cette révolte contre Thatcher, ce serait... l'Europe. C'est en tout cas ce que prétendent la presse et les protagonistes eux-mêmes. Un sujet qui ne présente aucun risque bien sûr, et surtout pas celui de remettre en question publiquement la politique suivie depuis dix ans.

Qu'il y ait des dissensions sur l'Europe au sein du Parti Conservateur, cela ne date pas d'aujourd'hui. Mais que ces dissensions soient devenues si vitales qu'elles justifient de provoquer une crise ministérielle, c'est une autre affaire. Et les raisons qui président à la crise actuelle ont en fait bien peu de choses à voir avec l'Europe.

...APRÈS L'AVOIR ÉTÉ PAR SON ÉLECTORAT

Certes, le Parti Conservateur ne manque ni de cliques, ni de clans, ni de clientélisme. Mais, le fait est que, pendant 15 ans, depuis son élection à la tête du Parti Conservateur, Thatcher avait réussi à maintenir une cohésion de façade sans faille apparente.

Sans doute ce succès a-t-il à voir avec le rôle sans précédent qu'elle a donné à l'appareil du parti, devenu grand pourvoyeur de sinécures et de fonds, en même temps qu'intermédiaire et arbitre incontournable dans tous les litiges et opérations qui constituent les à-côtés de la politique politicienne.

Mais par-dessus tout, ce qui a fait le poids de Thatcher dans son parti, ce qui a fait s'effacer devant elle pendant si longtemps les ambitieux chefs de clans que l'on voit apparaître aujourd'hui, c'est d'avoir été tout au long de ces années l'artisan des succès électoraux de son parti.

Des élections de 1979 à celles de 1987, ce sont des voix issues des couches les plus modestes de la petite bourgeoisie, de certaines couches d'employés voire d'ouvriers mieux lotis, qui, en se fixant sur le Parti Conservateur, lui ont permis de rester au pouvoir.

Et pour une bonne part, c'est l'image populiste de Thatcher, forte en gueule, énergique, démagogique, en appelant à tous les préjugés, qui, face aux dirigeants falots et à la politique timorée du Parti Travailliste, a conservé au Parti Conservateur cet électorat qui n'aime guère les relents de snobisme et les liens trop ostensibles des dignitaires conservateurs avec l'establishment.

Seulement, depuis un an, la popularité de Thatcher est en chute libre. Usure du pouvoir ? Aggravation de la situation économique ? Débâcle du poll-tax ? Sans doute tout cela à la fois.

De toutes les causes possibles de désaffection, l'introduction du poll-tax a probablement joué un rôle déterminant. Au point d'ailleurs, qu'en-dehors de l'Europe, c'est le seul point de la politique de Thatcher sur lequel son adversaire Heseltine ait tenu à se démarquer, prudemment il est vrai. Car, pour la première fois, après avoir bénéficié pendant des années d'allègements fiscaux successifs (bien que dérisoires comparés à ceux octroyés aux riches), l'électorat populaire de Thatcher a eu le sentiment qu'une injustice le touchait, non pas du fait des avatars de la situation économique, mais parce que le gouvernement avait fait le choix de lui faire les poches, à lui et pas seulement aux salariés et chômeurs les plus pauvres.

Pire même, au moins aux yeux d'une partie de cet électorat, le gouvernement s'est révélé incapable de se faire respecter, incapable d'empêcher la colère des plus pauvres de s'exprimer dans la rue, incapable même de mettre au pas plus de sept millions de contribuables qui le défient en ne payant pas le nouvel impôt.

Le résultat, c'est la dégringolade dans les sondages de ces derniers mois, et toute une série de défaites dans des élections partielles. La plus spectaculaire de toutes étant celle d'Eastbourne en octobre, sorte de Deauville anglais dont le député venait d'être tué dans un attentat revendiqué par des nationalistes irlandais, et qui est passé aux libéraux pour la première fois depuis plus de 80 ans.

C'est là qu'il faut trouver sans doute la raison essentielle de la révolte des députés conservateurs. Pour le député de base, c'est la sainte trouille d'une déroute aux prochaines élections et de perdre une confortable sinécure. Pour les chefs de clans, c'est l'occasion rêvée, puisqu'il n'y a sans doute plus grand-chose à perdre dans l'immédiat, de faire porter à Thatcher le chapeau de cette dégringolade en même temps que pour tous les mécontentements, de se débarrasser d'elle, et de s'emparer d'une place devenue vacante.

François ROULEAU

LE NOUVEAU TRAITÉ D'UNION

Gorbatchev doit rendre public dans les jours qui viennent le projet de traité d'union censé remplacer l'actuelle Constitution soviétique. Le traité est destiné à définir notamment les relations entre les différentes Républiques qui composent l'Union Soviétique ainsi que les prérogatives du pouvoir central. Ces prérogatives seront officiellement réduites et les Républiques seront considérées comme souveraines dans un grand nombre de domaines. A ce qu'il paraît, les initiales en trois lettres "URS" remplaceront les quatre lettres de l'actuelle "URSS". L'Union des Républiques aura gagné le qualificatif de "Souveraines", mais aura en revanche perdu, comme en passant, "Soviétiques" et "Socialistes".

Fruit de laborieuses tractations où Gorbatchev a fini par obtenir l'appui d'Eltsine, le traité, à supposer qu'il trouve ne serait-ce qu'un début d'application, ne fera qu'officialiser un état de fait : celui d'aujourd'hui ou peut-être bien celui, déjà dépassé, d'hier (plusieurs Républiques ont déjà annoncé qu'elles n'ont pas l'intention de signer le traité d'union).

Quatorze des quinze Républiques ont déjà proclamé unilatéralement leur souveraineté (dont la République russe elle-même). Quatre - les trois pays Baltes et la Géorgie - clament leur volonté d'indépendance complète. Même pour celles-là - et pour d'autres qui vont sans doute les suivre dans la revendication de l'indépendance pure et simple - il faut faire la part entre la démagogie nationaliste des dirigeants et la possibilité matérielle, voire même la volonté réelle, de se séparer complètement de l'Union. Mais, indépendance ou simple souveraineté, quel que soit le vocabulaire des dirigeants des Républiques, ils expriment tous une même volonté : pas de contrôle d'en haut, pas d'ingérence du pouvoir central dans les petites et grandes affaires des bureaucrates !

Les fiefs nationaux que se sont taillés les hauts dignitaires de la bureaucratie ne datent certes pas de l'ère Gorbatchev. Mais la dictature - et les discrètes ententes au sommet entre cliques - étouffaient ce qui, dans les appétits des profiteurs de ces fiefs, était contradictoire et susceptible de désagréger l'URSS. La phraséologie officielle sur la "patrie soviétique commune", plus ou moins fortement teintée suivant la période de chauvinisme russe avait dissimulé et dans une certaine mesure freiné la tendance naturelle des hauts bureaucrates des nationalités non russes à faire appel au nationalisme, pour trouver un soutien politique face au pouvoir central.

On n'en est plus là. Dans le déferlement ouvert pour utiliser chaque parcelle de pouvoir, chaque poste de responsabilité pour assouvir les appétits des bureaucrates, le nationalisme occupe une place de choix. Le nationalisme des dirigeants trouve apparemment du répondant, passif ici, actif là, dans la petite bourgeoisie, voire dans la classe ouvrière. Le caractère "grand russien" de l'oppression sous Staline et ses successeurs a beaucoup fait pour qu'il puisse en être ainsi. Mais c'est tout de même la bureaucratie, ses appétits, ses rivalités, la volonté de ses composants de contrôler les richesses et les productions de "leurs" territoires nationaux pour leur propre compte ou pour le compte d'une petite-bourgeoisie d'affaires, qui est en train de désagréger l'Union Soviétique.

* * *

La coïncidence entre l'annonce prochaine du traité d'union et la multiplication des appels de Gorbatchev à l'armée est peut-être fortuite. Mais l'insistance avec laquelle Gorbatchev vient de plaider à plusieurs reprises pour l'unité du pays en général et pour celle de "l'armée soviétique" en particulier ; la façon vigoureuse dont il tenait à condamner les embryons d'«armées nationales» dans les Républiques - tout en continuant à se montrer incapable de les supprimer - laisseraient penser qu'il y a là plus qu'une coïncidence.

La hiérarchie militaire est en elle-même bien placée pour constater que le traité d'union de Gorbatchev n'est pas la cause, mais la conséquence de la désagrégation de l'Union. L'armée elle-même subit l'évolution de la société. Il est difficile de savoir jusqu'à quel degré elle est déchirée par les antagonismes nationaux. De nombreux jeunes des nations allogènes refusent de faire leur service militaire dans l'armée de l'Union. Les désertions se multiplient. Des soldats, voire des officiers, sont passés dans les milices nationales en constitution. Une partie de la hiérarchie militaire peut se faire une raison de cette évolution, voire la souhaiter. Mais on conçoit qu'il y en ait qui ne soient pas disposés à accepter la dislocation de l'Union Soviétique et la décomposition de l'armée entre ses composantes nationales et qui reprochent au pouvoir civil son "laxisme", son incapacité de faire face, et qui le rendent responsable de "l'anarchie". On conçoit surtout que Gorbatchev soit préoccupé de désarmorcer une éventuelle opposition de l'armée sur ce terrain. On se souvient que, lors de l'épreuve de force qui opposait Gorbatchev aux dirigeants de la Lituanie, l'armée menait une politique qui n'était visiblement pas toujours celle de Gorbatchev.

Gorbatchev, comme à son habitude, essaie de compenser l'absence de pouvoir réel par la virtuosité qui est la sienne de jouer les forces opposées les unes contre les autres. Il tente en l'occurrence de s'appuyer sur la menace de l'armée pour faire pression contre les dirigeants nationaux récalcitrants au traité d'union. C'est peut-être à son injonction que son conseiller militaire, le maréchal Akhroméev a évoqué récemment que *"si certaines forces tentaient de désintégrer le pays, les forces armées pourraient être utilisées, sur décision du Parlement fédéral ou du président, pour préserver l'unité de la patrie et son système social, fixé par la Constitution"*. Mais Gorbatchev n'est sûrement pas naïf au point de croire que même si c'est sur injonction du président que l'armée prend l'habitude d'intervenir pour "sauver la patrie", elle ne puisse pas être tentée de la sauver pour de bon en se débarrassant par la même occasion de Gorbatchev.

On n'en est peut-être pas encore là. Mais en attendant, la désagrégation de l'Union, le "chacun pour soi" des dirigeants des différent échelons du pouvoir sont en train de ruiner les équilibres et les complémentarités économiques entre Républiques, sabotent la circulation des produits et des articles de consommation et aggravent les conditions d'approvisionnement et d'existence de la majorité de la population. Elles sont en même temps sources d'enrichissement illicite pour nombre de margoulins de "l'économie souterraine".

* * *

Sur le plan politique, sur le plan des relations entre nationalités, on mesure également l'évolution. La révolution prolétarienne s'est faite au nom de l'internationalisme et de l'union fraternelle sur la base de l'égalité des peuples qui composent l'Union Soviétique. La bureaucratie montante a très tôt substitué à tout cela le "socialisme dans un seul pays" et son complément naturel, le chauvinisme grand russien contre les peuples. En cette période de contre-révolution pour transformer les bases sociales de l'Union Soviétique dans le sens bourgeois, la voracité des bureaucrates est peut-être en train de parachever la destruction de l'Union Soviétique, en commençant à rétablir des frontières, en en inventant de nouvelles. Si ce processus allait jusqu'au bout, si l'URSS était balkanisée, découpée en Etats indépendants et hostiles les uns aux autres - avec, chacun, forcément, des minorités nationales opprimées - cela constituerait évidemment une grave régression. L'aggravation actuelle des conflits ethniques dans certaines régions, comme le "nationalisme économique" froidement exécuté dans d'autres, en constituent déjà une.

Si c'est l'intervention de l'armée qui devait "préserver l'union", il n'en résulterait que de l'oppression.

Seule une intervention consciente de la classe ouvrière pour arrêter la contre-révolution, pour renverser le pouvoir de la bureaucratie avant qu'elle ne légalise sa propre voracité par le rétablissement de la propriété privée et du capitalisme, seul le rétablissement de la démocratie des soviets pourraient donner à l'Union un souffle nouveau, et aux classes travailleuses d'ethnies différentes l'envie de vivre ensemble.

Georges KALDY

AFP

Soldats soviétiques (Russes) manifestant à Riga, contre l'indépendance de la Lettonie.

Hires/Gamma

Militaires de plusieurs nationalités dans l'armée soviétique.

LUTTE DE CLASSE

de novembre est parue
(Supplément "spécial URSS" au n° 34)

Au sommaire :
- **LA BUREAUCRATIE ET L'ATTRACTION DU CAPITALISME**
- **LA CRISE DU POUVOIR**
- **ECONOMIE PLANIFIEE ET GESTION BUREAUCRATIQUE**
- **LA BUREAUCRATIE FACE A LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE SOVIETIQUE.**

Envoi contre 12 F en timbres.

Attention, exceptionnellement, ce numéro est paru sous forme d'une édition en français d'une part, d'une édition en anglais et espagnol d'autre part. Préciser l'édition voulue à la commande.

400 000 militaires américains de

(AFP)

«Le dernier chantage de Bagdad», selon la presse française, était l'annonce faite le 18 novembre par Saddam Hussein de son intention de libérer à partir de Noël tous les otages occidentaux qui restent encore en Irak. En somme, libérer les «otages» serait une manœuvre aussi horrible que de les avoir pris. Cela pourrait paraître incompréhensible si l'on prenait les déclarations officielles et les indignations journalistiques au premier degré. Mais ce serait oublier que, cynisme des uns pour cynisme des autres, l'arme de la rétention forcée en Irak des ressortissants occidentaux était pour Saddam Hussein une arme à double tranchant, et non un «bouclier», comme on disait.

LA GUERRE QUI
ET QU'IL C

La vie de quelques milliers de techniciens occidentaux séquestrés en Irak n'a évidemment jamais pesé bien lourd dans la décision des Etats-Unis de se lancer ou non dans les opérations militaires. Au contraire, ces otages pouvaient tout aussi bien servir à indigner l'opinion publique américaine contre Saddam Hussein, et à justifier le recours à l'intervention armée.

Alors Saddam Hussein, qui le sait, cherche à se servir de cette bien maigre monnaie d'échange d'une autre façon : en annonçant la libération de tous les otages, et une libération qui serait échelonnée sur trois mois, de Noël jusqu'à fin mars, il gêne le gouvernement américian et les gouvernements occidentaux qui ont encore des ressortissants en Irak, et les met en porte-à-faux vis-à-vis de leurs opinions publiques : celles-ci pourraient ne pas apprécier du tout de voir leurs gouvernements se lancer dans une opération militaire remettant en cause cette libération des otages, alors qu'elle serait déjà en cours.

Or Saddam Hussein cherche évidemment à gagner du temps. Plus le temps passe, et plus l'intervention occidentale pourrait être difficile à justifier. Et puis, l'hiver passé, il y aura vite le retour des chaleurs qui rendent l'intervention militaire plus dure. Enfin, à la fin mars, on entrera dans le mois de Ramadan, où il serait aussi plus difficile pour les pays arabes alliés des USA, en particu leurs troupes dans la guerre.

Le gouvernement américain a troupes en Arabie saoudite. Elles s et devraient d'ici la fin de l'année décidé de se lancer dans la guerre place ? C'est bien difficile à savoi Bush cherche ainsi à convaincre l qu'il est prêt à en venir aux arm faire.

En tout cas, Bush se donne d'im taires ; l'éventuel vote par l'ONU hostilités pourrait de plus lui fa opinion publique. Mais, comment ment américain depuis les élect américain *Time* écrit que, *«en ess réussi à effrayer les Américains»*. la guerre d'un peu loin, seraie sentiment que Bush cette fois est certainement pas disposés à le su

AVEC LA PEAU DES AUTRES

Il y a, dans les troupes américaines dans le Golfe, une proportion considérable de soldats originaires des minorités raciales et de jeunes de milieu ouvrier.

Parmi les 535 représentants du Congrès, ceux qui votent d'envoyer les jeunes à la guerre, il n'y en a que deux qui ont un fils dans le Golfe (ils étaient tout de même 75 dans ce cas pendant la guerre du Vietnam en 1970). Mais il n'y a pas que les fils dont le papa a le bras long qui ont toutes les chances de s'en tirer. Ce phénomène ne touche pas que les familles de parlementaires ou de notables, mais toute la bourgeoisie et la petite bourgeoisie en général. Le fait qu'il n'y ait pas de conscription a fait bien sûr que l'armée n'a plus enrôlé que ceux qui n'avaient pas la possibilité de trouver un meilleur emploi.

Ainsi, les Noirs ne représentent que 12,4% de la population américaine, mais ils constituent 20% des effectifs de l'armée. L'armée représente souvent pour eux non seulement un emploi pour ceux qui sont sans qualification, mais aussi pour les autres une possibilité d'accéder à un rang à l'équivalent duquel ils n'auraient aucune possibilité d'accéder dans le civil. Et ce n'est pas seulement vrai aujourd'hui des Noirs ou des autres minorités raciales défavorisées. Le chômage aidant, l'armée américaine recrute aujourd'hui dans toutes les couches qui sont au bas de l'échelle sociale, indépendamment de la couleur de la peau.

Si la guerre se déclenche dans le Golfe, ce ne sera pas une petite opération militaire ponctuelle comme à Grenade ou à Panama. Le gouvernement américain évitera peut-être cette fois d'avoir à faire à une agitation anti-guerre dans les universités, comme celle que la guerre du Vietnam avait suscitée lorsque les premiers cercueils d'étudiants envoyés à la guerre avaient commencé à revenir. Mais il pourrait bien par contre y avoir toute une classe de la population, des quartiers entiers des villes, qui commencent à se demander pourquoi c'est leur sang à eux, et uniquement à eux, qui coule.

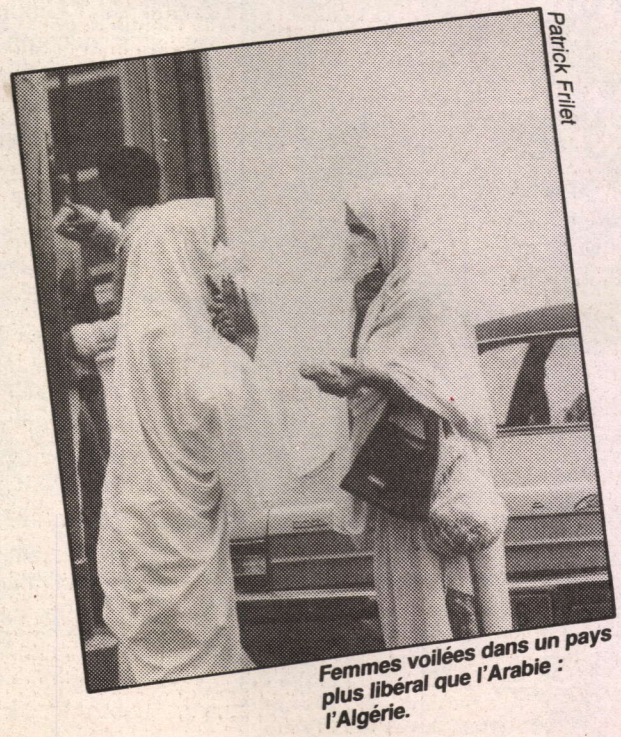
O. B.

ARABIE SAOUDITE

Manifestation de femmes

ÉCART DE CONDUITE

Depuis quatre mois, la plus grande armée du monde, la plus moderne, flanquée de forces satellites venues du monde entier, campe, crapahute, s'entraîne, s'essouffle dans les sables du désert pour empêcher que «Satan» Hussein, après avoir envahi le Koweït, ne s'attaque à cet autre fleuron de la démocratie et du pétrole arabe : l'Arabie saoudite.



Patrick Frilet

Femmes voilées dans un pays plus libéral que l'Arabie : l'Algérie.

On ne sait pas encore si la guerre aura lieu, mais d'ores et déjà les changements intervenus dans cette région du monde ont de terribles conséquences sur la cohésion de la société saoudienne. Jugez-en :

Quarante-sept femmes, appartenant à l'élite intellectuelle féminine et aux plus grandes familles princières, ont osé conduire leurs luxueuses voitures dans les rues de Ryad ! Soigneusement voilées de la tête aux pieds (elles ne voulaient pas offenser Allah et l'Etat en même temps), elles ont eu cette audace inouïe : prendre un volant et rouler dans les rues de la capitale. Elles ont été immédiatement arrêtées, interrogées... et rendues au bout de quelques heures à l'autorité de leurs maris, frères ou pères. Il n'y a pas encore de sanction pénale – noblesse oblige – mais déjà six universitaires seraient suspendues de leur poste.

Il n'y a pas de loi qui interdise aux femmes saoudiennes de conduire, mais il y a la morale, la tradition, la religion. La femme est mineure, quel que soit son rang, sa fortune, sa compétence ou ses diplômes, elle n'a aucune personnalité juridique. Inutile de dire que, dans un pays qui se veut le gardien de la loi islamique la plus rigoureuse, il y a longtemps que les femmes de l'élite ont envie d'obtenir des droits en rapport avec leurs capacités. Mais, Coran oblige, c'est en s'appuyant sur les textes du prophète qu'elles revendiquent leur place dans la société.

Curieusement, le facteur déclenchant de la récente manifestation n'a pas été lié à la présence de soldates US conduisant des jeeps ou des camions dans le désert. C'est du Koweït qu'est venue l'étincelle, du Koweït, succursale de la City, véritable îlot – pour les riches – d'occidentalisme au Moyen-Orient. Fuyant l'occupation irakienne, des dizaines de milliers de femmes koweïtiennes ont embarqué avec leurs enfants dans leur voiture et ont gagné, par les routes du désert, l'Arabie saoudite pour assurer leur protection. Elles doivent trouver aujourd'hui que cette protection est bien pesante. En tout cas, les

ns le Golfe pour Noël

VEUT BUSH...
RAINT !

pour l'Arabie saoudite, de lancer

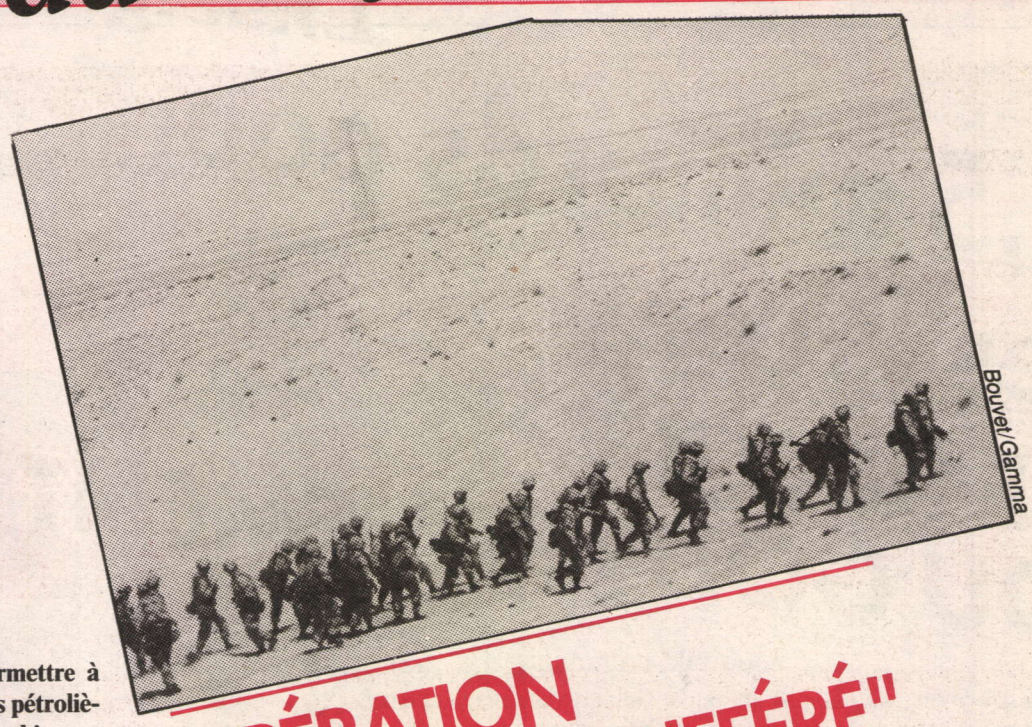
idé de doubler pratiquement ses actuellement de 230 000 hommes, portées à 400 000. A-t-il cette fois u'il aura ses 400 000 hommes sur puis le début de la crise du Golfe, rigeants irakiens – et les autres – ans sembler vraiment décidé à le

ants moyens matériels supplémen- feu vert pour le déclenchement des r la tâche vis-à-vis de sa propre e changement de ton du gouverne- du 6 novembre, l'hebdomadaire *t d'effrayer Saddam, Bush a aussi* x-ci, qui jusque-là voyaient encore ombreux aujourd'hui à avoir le lé à la guerre, et beaucoup ne sont

Car cette guerre pour la reconquête du Koweït, pour permettre à l'Occident impérialiste de reprendre le contrôle de ses richesses pétrolières, serait à n'en pas douter une guerre dure. Le gouvernement irakien, en même temps qu'il annonçait qu'il allait libérer les otages, a décidé d'envoyer 250 000 hommes de troupes supplémentaires au Koweït, portant ainsi ses effectifs sur place à 700 000 hommes, pour contrebalancer l'accroissement des effectifs militaires américains qui est en cours. Et si la supériorité militaire américaine ne fait pas de doute, il ne fait pas de doute non plus qu'une telle guerre coûterait bien des morts à l'armée américaine. Et c'est bien ce que craint Bush.

Il le craint, car il sait que l'opinion américaine accepterait mal de voir sa jeunesse mourir dans les sables pour aller reconquérir des puits de pétrole pour les trusts occidentaux. Et ce qui fait hésiter le gouvernement américain, c'est bien la perspective de risquer de s'enliser, malgré son immense supériorité en matériel, dans une guerre longue et difficile, et où l'armée américaine aurait l'hostilité des peuples du Moyen-Orient, y compris dans les pays dont les gouvernements sont alliés des USA ; une guerre qui pourrait vite ressembler aux pires des guerres coloniales. Et une telle guerre serait d'autant plus difficile alors à faire accepter à l'opinion publique américaine que celle-ci est encore marquée par les souvenirs de la guerre du Vietnam.

Olivier BELIN



Bouvet/Gamma

OPÉRATION "TONNERRE DIFFÉRÉ"

Il n'y a pas que l'armée française qui soit ridicule dans le Golfe, avec ses soldats égarés dans le désert. L'armée américaine s'y met aussi.

Sous le nom menaçant de «Tonnerre imminent», les troupes US avaient décidé de faire un exercice de débarquement, engageant 7 000 hommes et un gros matériel, au sud du Koweït. Il s'agissait d'un avertissement – un de plus – à l'Irak, pour bien montrer que l'armée américaine était prête, archi-prête, à débarquer sur la côte koweïtienne cette fois, avec ses bateaux de débarquement ultra-rapides (70 km à l'heure) à coussins d'air et autres engins sophistiqués.

Malheureusement pour l'état-major US, il y avait du vent ce jour-là, la mer était pleine de vagues, et les stratèges ont préféré laisser leurs bateaux de débarquement sur leurs coussins plutôt que *«de mettre inutilement en danger la vie de nos hommes pour un entraînement»*, comme l'a expliqué un officier. On n'a donc pas vu ce qu'il y avait à voir, et les Irakiens savent maintenant qu'en cas de grand vent, ils seront à peu près tranquilles de ce côté-là.

Il reste que, si l'on ne veut pas mettre inutilement en danger la vie des hommes qui sont là-bas, le mieux serait encore de les ramener chez eux.

voilà devenues le ferment de la nouvelle contestation.

C'est évidemment une contestation qui vient de la haute société elle-même, dans ce pays où (comme au Koweït, le prolétariat est avant tout indien, bengali, pakistanais) la grande majorité des masses populaires subit la triple oppression ; celle de l'exploitation, du système féodal et de la religion.

La presse internationale s'est émue du sort des contestataires saoudiennes, comme elle s'est émue du sort des otages occidentaux en Irak, car il concerne des milieux, des individus qui comptent pour elle. Mais la misère, la terreur, la souffrance que la dictature féodale fait peser sur les masses pauvres d'Arabie saoudite ne trouvent guère de pourfendeurs occidentaux. Dans une telle unanimité hypocrite, dirigeants US, dirigeants français ou britanniques font des politesses aux altesses, gardiennes du pétrole et gérantes de la présence impérialiste dans le Golfe.

Mais peut-être, là aussi, la «drôle de guerre» du Golfe aura-t-elle, à terme, des conséquences inattendues.

Colette BERNARD

ISRAËL

QUAND LES RELIGIEUX FONT LA LOI

Le Premier ministre israélien Ytzhak Shamir vient d'élargir son gouvernement au parti religieux ultra-orthodoxe Agudat. Celui-ci dispose de 4 sièges à la Knesset, le parlement d'Israël, et son appui au gouvernement actuel, composé de l'association du Likoud, le grand parti de droite (celui du Premier ministre) avec déjà deux autres partis religieux, permettra de consolider la majorité et de lui assurer en principe 66 sièges sur 120.

Cette association a un prix : non seulement un meilleur accès pour l'Agudat aux subventions d'Etat pour ses écoles religieuses, mais aussi la promesse que Shamir a faite de soutenir les quatre projets de loi présentés par ce parti, réactionnaire entre les réactionnaires. Il s'agit de rien de moins que de promulguer des interdits sur le fonctionnement des transports publics pendant le jour du sabbat, le samedi, l'avortement et les publicités dites licencieuses, ainsi que légaliser la prohibition de la viande de porc dans le pays.

Voilà comment une petite minorité de fanatiques religieux risque d'imposer sa volonté à l'ensemble de la population du pays. La gauche va déposer une motion de censure, mais il n'est vraiment pas sûr qu'un tel problème puisse se régler dans une arène parlementaire. L'évolution du mode de vie en Israël est bien loin des aspirations qui avaient été celles d'un bon nombre de sionistes au départ, qui se réclamaient d'un certain socialisme et en tout cas se voulaient pour beaucoup émancipés de la religion.

Mais le sionisme, ne voulant établir un Etat que pour les Juifs, n'a pu et su construire qu'un Etat privilégiant la religion juive sur les autres, pour la seule raison qu'elle leur permettait de refuser aux Palestiniens des droits égaux à ceux des Juifs. Vivant constamment sur le pied de guerre et menant une guerre à l'intérieur en même temps que dans les territoires occupés, l'Etat d'Israël est devenu de moins en moins démocratique et de moins en moins libéral pour les Juifs eux-mêmes. Au point qu'aujourd'hui, une minorité de fanatiques barbus et arriérés y font déjà en partie la loi.

L.G.

Marée noire à Jérusalem.

(AFP)

4,5 milliards pour les lycées

LE RECUL DU GOUVERNEMENT

(AFP)

(AFP)

Jospin et avec lui le gouvernement ont cédé partiellement aux revendications lycéennes. Certes, les 4,5 milliards de francs accordés sont loin de faire le compte. En effet, sur ces 4 milliards et demi, la presque-totalité, soit 4 milliards, seront consacrés à la rénovation des lycées et collèges. Cela juge de la dégradation de la situation, car la rallonge du gouvernement permet à peine de refaire le retard pris. D'ailleurs, un rapport de l'Inspection générale de l'Education nationale commandé il y a près de deux ans mais rendu public ces jours derniers (c'est une coïncidence donc), constate : *«La vétusté, l'inadaptation des locaux, caractérisent, sauf exception, locaux et équipements»*. On va donc faire un effort qui se limitera à un ravalement de façade. C'est déjà ça. Mais c'est loin d'être le progrès que l'on serait en droit d'attendre d'un gouvernement qui se prétend au service de la collectivité.

Les lycéens estimaient qu'il leur fallait 10 milliards. Cette exigence, au vu du constat fait par les autorités officielles, ne paraît pas exorbitante. Avec moins de la moitié, tout indique que, même si les engagements gouvernementaux sont tenus, rien ne sera réglé et que les problèmes posés aujourd'hui vont se poser de nouveau à brève échéance.

Il semble que le mouvement des lycéens soit en train de se terminer. Pour le moment, car rien ne dit qu'il ne reprendra pas. Dans quelques semaine, peut-être ? Dans quelques mois, sûrement. Car c'est l'attitude même des gouvernements successifs qui programme, à leur corps défendant, les explosions périodiques de la jeunesse scolarisée.

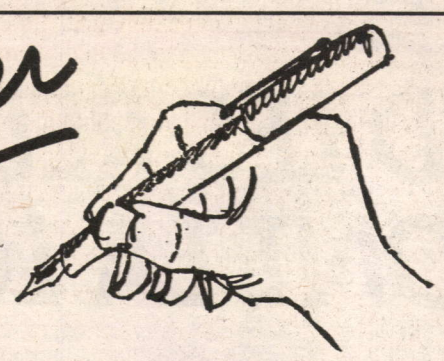
Quoi qu'il en soit, le bilan de l'intervention des lycéens est positif. Certes, il n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient. Mais en trois semaines, dont une de vacances, ils ont fait avancer leurs affaires bien mieux et bien plus vite que le Parlement et ses heureux élus puisque, avant même que le vote du budget ait eu lieu, ils ont obtenu une rallonge.

Il reste à faire en sorte que les promesses soient tenues. Jospin a certes déclaré, à l'émission «sept sur sept» que la répartition des 4,5 milliards de francs de son plan d'urgence se ferait dans la «transparence». Une telle insistance tendrait à montrer que, jusqu'à présent, la transparence n'était pas de mise. Mais on aurait tort de croire Jospin sur parole. Car il y a deux façons d'être un homme de parole : être quelqu'un de confiance, ou être bavard.

Faut-il faire confiance à un ministre qui a pour fonction, entre autres, de guérir les maux avec des mots ?

Jean-Pierre VIAL

Dans notre courrier



Problème : "Combien faut-il d'instituteurs pour remplir un poste ?"

A Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), à la Maternelle Gérard-Philippe, une des classes de Moyens/Grands en est depuis le début de l'année à son quatrième instituteur.

A la rentrée, une institutrice est nommée, mais l'administration s'aperçoit bien vite qu'elle revient d'un congé de longue durée. C'est donc le médecin du travail qui autorise ou pas la reprise. Or les visites ne peuvent avoir lieu qu'en octobre, et l'on cherche donc un remplaçant !

Celui qui est nommé doit subir une intervention chirurgicale à la Toussaint (il s'agit d'une opération programmée). Nouveau remplacement, enfin, semble-t-il par une personne qui peut continuer l'année entière. Or, au bout de trois jours, elle accepte un nouveau poste qui la rapproche de chez elle.

Embauche, sur Minitel, d'une nouvelle institutrice, ou plutôt d'une institutrice potentielle, puisque cette personne n'a jamais enseigné et n'a reçu aucune formation.

En un mot, c'est la loterie !

Alors l'Education nationale peut claironner bien fort que tous les postes étaient pourvus dès la rentrée, et le ministère que la maternelle en France fait l'admiration du monde entier !

Dans le primaire

LA GRANDE MISÈRE DE L'ENSEIGNEMENT

Sur Malakoff (dans la région parisienne), les instituteurs, après avoir connu une rentrée difficile (trois classes et demie sans instituteur le jour de la rentrée), sont confrontés à d'autres embûches : 29 congés non remplacés durant le mois d'octobre pour les villes de Montrouge Malakoff (92). Pour trois d'entre eux, de longue durée, cela équivaut à 170 jours de classe non assurés !

L'Inspection de l'Education nationale nous a informés qu'aucun congé ne serait remplacé au moins jusqu'à Noël. Cela est le résultat de la diminution progressive du nombre de remplaçants. A l'appel des enseignants et du Syndicat national des instituteurs (SNI), parents et enseignants se sont donc réunis un soir et ont décidé de s'organiser pour obtenir des remplaçants. Ils ont donc contacté les écoles qui n'étaient pas représentées, ont distribué une pétition, informé par voie d'affiches.

70 parents et enseignants, soutenus par le SNI, les associations de parents, FCPE, PEP et une représentante de la mairie de Malakoff, se sont donc rendus en délégation à l'Inspection académique de Nanterre, le jeudi 15 novembre, et ont déposé les 800 pétitions recueillies. Afin d'aider le départ de la délégation, certains parents se rendaient disponibles pour garder leurs enfants à la maison, ce qui a conduit à rendre les écoles quasi désertes, ce jour-là.

La demande de 8 instituteurs supplémentaires a été enregistrée par le secrétaire de l'Inspection académique qui a reçu la délégation. Reste que, pour la réponse, il faudra attendre la prochaine entrevue.

Mais l'hiver approche... les grippes aussi, et les absences pourraient bien se multiplier parmi les enseignants des autres villes. Le budget de l'Education nationale étant à l'ordre du jour, raison de plus pour continuer la pression !

Air France

UN PLAN DE VOL BIEN CONTESTÉ

Depuis le jeudi 15 novembre l'aéroport de Nice (le troisième du pays après Orly et Roissy) est paralysé par une grève de l'ensemble des 800 membres du personnel au sol d'Air France. Par ce mouvement, les grévistes réagissent contre une série de mesures liées à la mise en place d'une politique de rentabilisation décidée par la direction de ce qui est désormais un «groupe» constitué par les compagnies Air France, Air Inter et UTA.

Le personnel d'Air France bloque un avion d'Air Inter sur l'aéroport de Nice.

AFP

L'aéroport de Nice n'est certainement pas le plus durement touché par le plan de rigueur qui prévoit, d'ici mars 1991, la suppression de quelque 58 lignes sur l'ensemble du pays, en particulier des lignes directes entre des villes de province et l'étranger. Alors que certaines villes seront tout simplement abandonnées, Nice qui ne perdra que 7 lignes internationales gardera une série de lignes importantes, en particulier avec les USA. Mais les travailleurs d'Air France-Nice n'en avaient pas pour autant plus de raisons d'accepter les conséquences d'une restructuration qui se traduit, pour eux, par la suppression de 242 emplois contractuels et le détachement de 62 agents d'Air France à Air Inter (dont le statut est moins avantageux que celui d'Air France).

Les motifs de ces «détachements» méritent d'ailleurs qu'on s'y arrête. En effet la direction d'Air France les justifie en invoquant-rien que cela – la très prochaine réglementation européenne des vols qui interdira à deux compagnies d'un même groupe d'exploiter une même ligne. En vertu de ce principe Air France, qui jusqu'alors exploitait en commun avec Air Inter les lignes de liaison avec Paris, aurait choisi de ne garder que la liaison avec Roissy, en laissant à Air Inter celle avec Orly. Pour le personnel d'Air France devenu excédentaire, il ne restait donc que le transfert à Air Inter, avec la perte de quelques avantages... ou la porte. Mais le chantage n'est pas passé aussi facilement que l'espérait la direction d'Air France.

C'est d'ailleurs quelque chose d'un peu semblable qui s'est passé en Corse où, à Bastia, ce sont cette fois les employés d'Air Inter qui se sont mis en grève contre les conséquences des mesures de rentabilisation de la compagnie Air Inter, qui a confié certaines de liaisons qu'elle assurait jusque-là, à «Corse Méditerranée», une compagnie privée vers laquelle Air Inter envisagerait de faire une série de mutations qui se traduiraient, c'est du moins ce qu'estiment les travailleurs concernés, par la perte de certains avantages acquis.

Le problème qui entraîne aujourd'hui à Nice ou à Bastia une série de grèves concerne en réalité bien d'autres villes. Car le plan de restructuration qui concerne l'ensemble du groupe Air France, Air Inter et UTA se traduira partout par des réductions de personnel, par la remise en cause d'avantages acquis. Et il est bien certain que les travailleurs de ces compagnies auront à se défendre. Car il est bien normal qu'ils n'acceptent pas de perdre quoi que ce soit, ni au niveau de leurs salaires, ni au niveau de leurs conditions de travail et de vie. Or ce n'est que par la lutte qu'ils ont une chance de se faire entendre.

Correspondant LO

Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (région parisienne)

RAS-LE-BOL À LA SÉCU !

A la Caisse Nationale Vieillesse, depuis quelques semaines, la grogne s'installe.

A Cergy puis à Rosny, des mouvements ont eu lieu dans les secteurs «Pensions», suite aux tentatives des cadres de resserrer la vis. Le mode d'action choisi a été de refuser de rentrer sur ordinateur les renseignements statistiques sur le travail effectué.

La direction a décidé d'intimider les employés en les menaçant d'une retenue de 20 % sur le salaire. Une lettre de la direction a même été distribuée à tout le monde.

Mais, parallèlement, les syndicats ont décidé d'appuyer un peu sur le champignon. Dans plusieurs secteurs, à Flandre (Paris 19e) mais aussi dans les autres antennes de la CNAV (Créteil, Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines), ils ont convoqué à des assemblées de secteurs, qui ont réuni à chaque fois plusieurs dizaines d'employés. Les syndicats ont proposé de faire comme à Cergy, c'est-à-dire de boycotter les statistiques, ou bien de ralentir le rendement (ce qui est appelé la «qualité plus»).

Lundi 19 novembre, les syndicats ont appelé à une demi-journée de débrayage. Après le blocage de la rue de Flandre à plus de 300 personnes (où il y avait ceux de Flandre, le siège où il y a 2 100 employés, et ceux des antennes) et l'envoi d'une délégation syndicale à la direction ,une assemblée générale – la première depuis des années – s'est tenue à la cantine. Tant de monde ensemble au même endroit, ça faisait quand même plaisir.

La proposition de retourner tous ensemble devant les directions, le jeudi 22 novembre, a été applaudie. Mais c'est quand même l'idée de prudence qui domine chez beaucoup.

Visiblement, il n'y a pas encore grand monde prêt à se lancer dans de véritables actions grévistes. Quant aux revendications, aucune ne se dégage bien clairement, même s'il y a en arrière-plan un «ras-le-bol» bien réel.

C'est sans doute pourquoi, pour l'instant, beaucoup essaient de trouver des actions «qui ne coûtent pas trop cher». Inutile de dire que cela convient très bien aux directions syndicales.

Correspondant LO

Le foot,

quel pied !

Plusieurs clubs et des dirigeants nationaux du foot sont mêlés à divers scandales financiers : achat des arbitres, caisses noires, paiement des joueurs "au noir", rentrées non déclarées, etc.

Il y a belle lurette que le foot, comme la quasi-totalité des sports, est avant tout une affaire dans laquelle l'argent pourrit tout. Dans la rencontre sport-capitalisme, ce dernier l'a emporté haut la main.

Sollac - Montataire (Oise)

UN NOUVEAU "PLAN SOCIAL" QUI NE PASSE PAS !

Fin octobre, le groupe Usinor-Sacilor signait ec les syndicats CFDT-FO-CGC-CFTC une ouvelle Convention sociale de la sidérurgie our la période 1991-2000. S'il y est promis our tout le groupe l'embauche de 10 000 eunes de moins de 25 ans, plus aucun départ n pré-retraite n'aurait lieu avant 1996 et 20 000 emplois seraient supprimés parmi les travailleurs de 35 à 45 ans. Ainsi, la moitié du personnel de cette tranche d'âge se verrait proposer un stage de 7 mois payé à 70 % du salaire, avant de se retrouver à la rue.

Montataire est un site où, quoique depuis 1982/83 la production ait augmenté régulièrement, l'effectif est tombé de 2 700 en 1978 à 1 680 aujourd'hui ; l'intérim, les contrats à durée déterminée, la sous-traitance remplaçant, tant bien que mal, la moitié de ces départs.

Avec ce nouveau plan de licenciements, c'est 50 % de l'effectif qui se trouve visé, à raison de 80 à 100 départs par an jusqu'à l'an 2000. Autant dire que cela est loin de laisser l'ensemble du personnel indifférent.

La direction le sait d'ailleurs très bien. Dans toute l'usine elle placarde des lieux de mutations possibles - selon elle - dans le Nord, l'Est, le Centre, le Sud. Tous les ouvriers sont convoqués pour des entretiens de «remise à niveau», etc.

En guise d'embauche de jeunes, on assiste à une vraie mascarade. Dernièrement 50 à 60 intérimaires (des jeunes pour la plupart) ayant fait une demande de formation ont été remerciés. Le chef du personnel prend des dispositions pour que ce soit les sociétés d'intérim qui mettent 22 de ces jeunes en stage de formation de 19 mois, Sollac ne les accueille que pour la partie pratique (en période haute de production). Dans un secteur où il manque 25 personnes et où la direction a l'accord de l'Inspection du travail pour procéder à 25 CDD, elle a mis fin à la mission de deux intérimaires présents depuis des mois dans le service.

Bien des travailleurs se rendent compte que, plus on laisse faire, plus Usinor-Sacilor cherche à nous faire tourner en bourrique, avant de mettre une partie d'entre nous sur le pavé.

Durant 15 jours, lors de réunions syndicales en vue des élections de délégués du personnel, le sujet officiel a vite été relégué au second plan. A chaque fois, des travailleurs ont posé le problème des suppressions d'emplois. Quelques-uns se disaient prêts à débrayer pour aller dire à la direction qu'ils refusaient tout départ entre 35 et 45 ans.

Le 14 novembre au matin, nous nous sommes retrouvés 150 à vouloir aller dire son fait au directeur. Devant notre mécontentement, il s'est lancé dans un drôle de charabia. Il a expliqué qu'à Montataire, puisqu'on n'était pas assez nombreux, il n'y aurait pas de licenciements, mais des suppressions de postes et un renouvellement de personnel, pour au bout du compte se retrouver 1 200 et même seulement 1 000 à l'usine. On lui a fait comprendre qu'il ne fallait pas nous prendre pour des ... et qu'on pensait bien renouveler notre visite.

Cela faisait bien 5 ans qu'une mobilisation, certes encore petite mais déterminée, n'avait eu lieu. Voilà qui est encourageant.

Correspondant LO

LES LICENCIEMENTS CHEZ RENAULT

La Régie Renault vient l'annoncer ce qu'elle prévoit comme suppressions l'effectifs pour 1991. Ce erait 4 620 postes en oins dans l'ensemble des ntreprises du groupe, our arriver à un effectif otal de 63 128 au 1er janier 1992.

Des suppressions de pos- s sont prévues dans pres- ue toutes les usines : 1 408 Billancourt, 1 162 à lins, 451 à Cléon. Elle a galement annoncé pour n 1991 la fermeture de usine de Saint-Ouen et onc 210 suppressions de ostes dans cet établisse- ent.

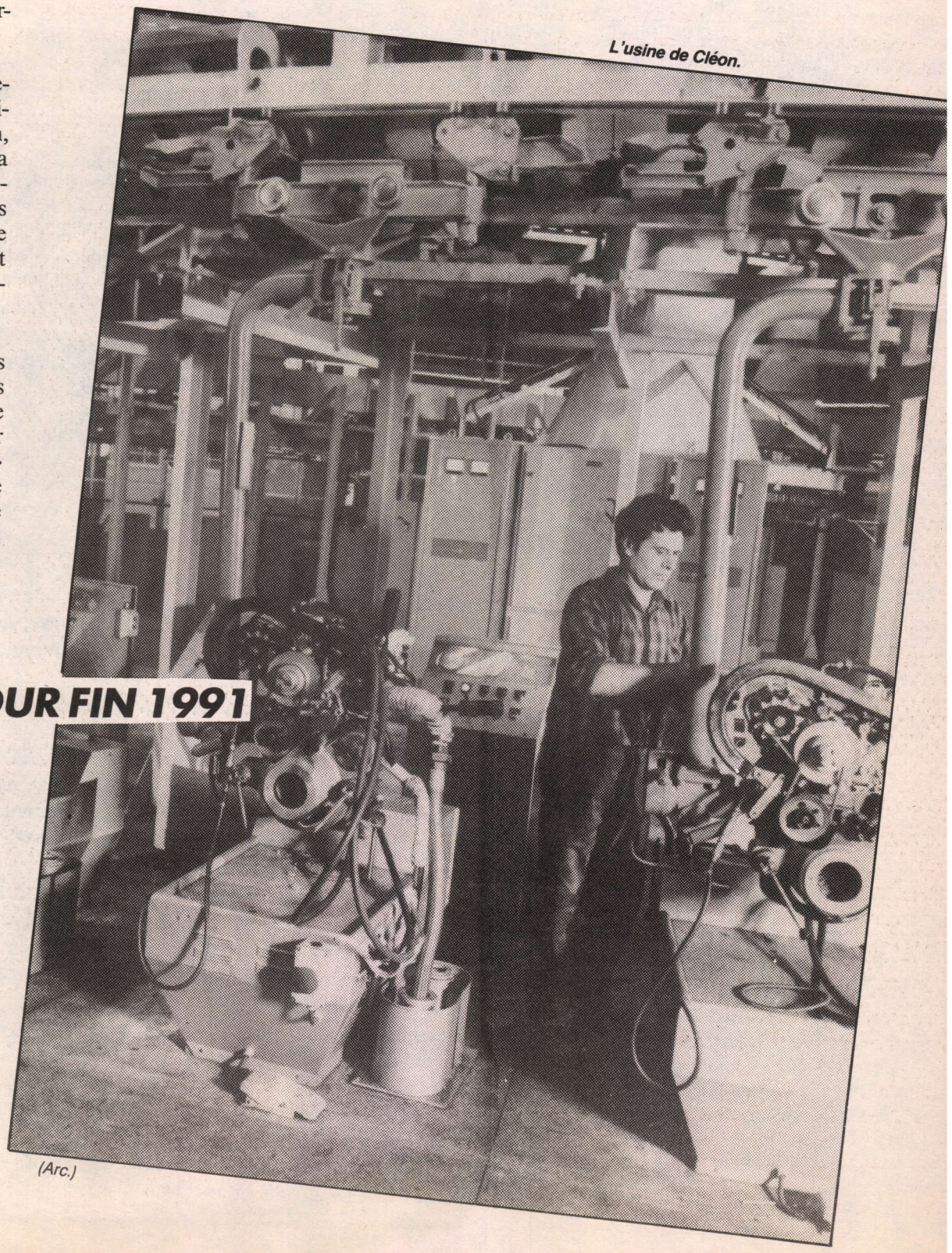
La direction déclare u'elle va reconduire son «plan social» de 1990. Et effectivement le plan social 1991 est arrivé et, comme celui de l'an dernier, il n'y a vraiment pas grand-chose dedans.

Il y aura des départs en pré-retraite à 55 ans et à 56 ans et deux mois suivant les établissements. Cela devrait concerner près de 2 200 personnes, suivant la direction.

Pour les autres, ce pourra être le départ «volontaire», avec une prime de 50 000 F et les indemnités de licenciement ou bien, pour les immigrés qui le veulent, le retour au pays ; ou encore pour les «créateurs d'entreprise», ce pourra être diverses aides et facilités pour la «réinsertion» et «l'installation».

Ces nouveaux licenciements chez Renault se justifient, pour la direction, principalement par la baisse du marché de l'automobile. Les dernières années, quand le marché de l'automobile se portait bien, la direction... licenciait aussi.

Et comme les autres années, elle essaie de nous diviser, usine par usine d'abord, travailleurs sur poste et «excédentaires» d'autre part. Elle essaie de faire que chacun se retrouve seul face à son problème d'emploi.



L'usine de Cléon.

(Arc.)

Renault - Saint-Ouen (93)

LA FERMETURE DE L'USINE ANNONCÉE POUR FIN 1991

A Saint-Ouen, nous fabri- ons des outils de presse stinés à frapper les pièces térieures des voitures. Le mbre de travailleurs dans sine a considérablement issé. Il est passé de près de 0 il y a 15 ans à 425 en 1988 un peu plus de 200 jourd'hui. Il est vrai que le mbre de pièces et le nombre outils nécessaires pour frapr ces pièces a considérable- nt diminué.

A partir de 1988, la direc- n a annoncé des sureffectifs us les ans et a mis en place e «antenne initiation» qui, en théorie, propose des reconversions du style : *«Devenez chauffeur de taxi»* ou *«Créez votre entreprise»*.

Saint-Ouen est une usine composée essentiellement de professionnels très qualifiés, et nombreux sont ceux qui, en fait, sont partis dans d'autres usines d'outillage ou ont été mutés aux Méthodes de Billancourt ou de Rueil. Dans cette situation, si tout le monde se posait des questions sur l'avenir de Saint-Ouen, très peu de travailleurs étaient vraiment inquiets. Certains pensaient être reclassés dans les autres usines de la Régie et les autres pensaient qu'ils allaient retrouver du travail.

Avec l'annonce de la fermeture de Saint-Ouen en novembre 1991, avec des secteurs qui devraient fermer dès le mois de mars 1991, et d'autre part l'annonce des sureffectifs dans pratiquement toutes les usines, l'ambiance dans l'usine a un peu changé mais ce n'est pas encore la révolte. Cependant la direction semble quand même inquiète puisque, depuis quelques jours, les membres de la direction sont semble-t-il escortés par des huissiers !

Chausson - Gennevilliers (92)

FAIRE PAYER LE PATRON AU PRIX FORT !

Un nouveau plan de licenciements

Chausson a annoncé un nouveau plan de licenciement de 900 personnes sur l'usine de Gennevilliers en 1991. La direction annonce le gros des licenciements pour les alentours du mois d'avril, le 15 avril étant fixé comme date d'arrêt de la production des camionnettes Peugeot J-9 et Citroën C-35 à l'usine «H» (il y a deux usines Chausson à Gennevilliers, «G» et «H», situées de part et d'autre de la même rue, et où travaillent encore au total près de 2500 personnes).

SE DÉBARRASSER DES TRAVAILLEURS PAR TRANCHES

Ce nouveau plan n'a pas vraiment été une surprise. En mai-juin derniers, la direction avait annoncé un premier plan de «seulement» (disait-elle) 400 suppressions d'emplois, principalement sous forme de FNE et de mutations sur l'usine de Creil. Mais beaucoup savaient que la suite ne manquerait pas d'arriver. Il y avait trop de raisons à cela : les profits immobiliers que la direction attendait de la vente de terrains bien situés (comme la direction Renault à Billancourt), les problèmes de concentration et autre rentabilisation dans l'automobile et les micmacs des groupes Renault et Peugeot, dont Chausson est une filiale commune. Chacun savait que l'arrêt des productions de l'usine «H» était dans l'air pour le début 1991, que la direction envisageait probablement de ne pas s'en arrêter là, mais qu'elle avait pour tactique de se débarrasser des travailleurs par tranches, pour éviter de se retrouver avec l'ensemble contre elle.

La direction commençait par un plan à base de FNE et de mutations, pour accréditer l'idée que tout pourrait se passer sans licenciements «secs». Qui plus est, elle laissait miroiter que l'usine «G» pourrait échapper aux licenciements et que quelques «chanceux» pourraient être mutés de «H» à «G» et s'en tirer. Il y a eu d'ailleurs des mutations d'un côté à l'autre de la rue.

Cela dit, à cette époque déjà, la direction n'avait pas réussi à nous anesthésier. Deux débrayages importants, une procédure juridique menée par la CFDT (syndicat majoritaire) avaient mis quelques bâtons dans les roues des patrons Renault-Peugeot, même si la majorité des travailleurs savait que ce n'était qu'un sursis.

Aujourd'hui, la direction annonce la couleur : se débarrasser de 900 d'entre nous, pris à l'usine «H» aussi bien qu'à l'usine «G», dans les services aussi bien que dans les ateliers, parmi toutes les catégories (de l'ouvrier au cadre en passant par les techniciens et agents de maîtrise).

Quant au «plan» (prétendu) «social», on y trouve tous les ingrédients habituels :

- Des FNE (pour 300 travailleurs âgés de 55 ans et plus).
- Départs ONI «offerts» aux immigrés.
- Prime dite de «départ volontaire» à 40 000 F.
- Orientation vers un «cabinet de reclassement» extérieur, une officine grassement payée par la direction pour fournir... les petites annonces qu'on trouverait aussi bien tout seul dans le journal. Ceux qui demanderaient les services de ce «cabinet» verraient ramenée à 30 000 F leur prime de départ.
- Et au bout du compte... les fameux congés conversion : le licenciement avec six mois de salaire amputé, comme lot de consolation !

Les mesures ont indigné. Beaucoup d'ouvriers ont entre 40 et 50 ans. Beaucoup sont là depuis 15, 20 ou 30 ans. Beaucoup enfin, immigrés ou français, sans qualification, sont usés par le travail à la chaîne et voient mal où et dans quelles conditions ils pourraient retrouver du travail ailleurs. Et beaucoup ont la rage au cœur parce qu'ils savent que Renault et Peugeot prévoient encore cette année des milliards de bénéfices.

Chausson d'ailleurs compte revendre pour 300 millions de francs ses terrains de Meudon et Gennevilliers, opération dont certains disent qu'elle représente un gain pour l'ensemble des actionnaires de 30 millions de centimes par ouvrier licencié.

"ON NE VEUT PAS ÊTRE DES CLODOS !"

Avant le premier CCE consacré à la nouvelle procédure de licenciement, un premier débrayage a eu lieu le 14 novembre, qui a rassemblé près de 800 grévistes au total, dont 500 ont participé à une assemblée le matin. Signe d'un mécontentement sortant de l'ordinaire : tous les ateliers de l'usine étaient représentés, ceux d'OS ou de professionnels, et même l'ensemble des techniciens des Méthodes, ce qu'on n'avait pas vu depuis des années. Comme on n'avait pas vu non plus des agents de maîtrise pousser «leurs gars» à la grève.

Quelques jours plus tard, pour ce premier CCE spécial «licenciement», le PDG a vu débarquer dans un salon de Neuilly 250 grévistes de Gennevilliers, aux cris de *«Non aux licenciements»*, *«Charbin* (le PDG) *charlot ! On ne veut pas être des clodos !»*. Plusieurs travailleurs sont intervenus, inspirés par l'actualité politique : *«S'il y a des licenciements, on fera comme dans le Golfe : vos presses, votre «Trafic», on les prendra en otages.»* L'ambiance était chaude, les chaînes de montage du «Trafic» sont restées bloquées jusqu'à l'heure du repas. Ce n'est qu'un début...

Les travailleurs, qui ont passé des années à Gennevilliers, qui ont créé ensemble pour des milliards de richesses, qui ont forgé leur solidarité au travers de plusieurs grèves importantes ces dernières années, n'ont pas envie de se laisser jeter à la rue. Faire payer le patron au prix fort est dans l'air.

Correspondant LO

(LO) **Lors de la grève de mars 1988.**

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Velan-Rateau - La Baule (Loire-Atlantique)

UNE LUTTE QUI CONTINUE

L'occupation de l'usine de Velan-Rateau à La Baule continue depuis début novembre. Les travailleurs (voir article de *LO* n° 1167) n'acceptent pas que la fermeture de l'usine, annoncée pour mars 1991, se fasse à leur détriment. D'autant que Velan-Rateau, filiale de GEC-ALSTHOM, ces dernières années a bien rempli ses coffres-forts : deux milliards de centimes de bénéfices rien que pour l'année 1989, sept milliards 900 millions de centimes de trésorerie, neuf milliards de centimes de produits financiers.

Non l'argent ne manque pas ni pour maintenir l'usine, ni pour satisfaire la revendication d'une indemnité de licenciement conséquente, si la fermeture avait lieu malgré tout !

Tous les salariés savent que l'argent amassé ces dernières années l'a été grâce à leur travail, et certainement pas à celui des actionnaires profiteurs.

Si les patrons ont pour principe de ne rien céder, les travailleurs ont leurs principes aussi. Et la détermination depuis un mois d'occupation n'a pas faibli. Ni les difficultés liées à la grève ni les menaces des patrons, ni la ronde incessante des huissiers n'ont fait baisser la tête des grévistes jusqu'à ce jour.

Face à cette détermination, les patrons, dans un premier temps, ont cru que la grève allait «pourrir». Mais c'est le contraire qui s'est produit. Alors ils se tournent vers les tribunaux pour tenter de faire évacuer l'usine et demander 5 000 F d'indemnité par heure d'occupation.

Mardi matin 20 novembre, les grévistes et les militants syndicaux CFDT étaient assignés devant les tribunaux en référé.

Au cours de l'audience, ce n'était pas triste ! S'entendre dire que nous avions *«empêché les cadres de travailler»,* cela nous a fait ricaner. Car devant l'usine occupée, ils ont donné l'impression de fuir le travail et pas de courir après. Quant au directeur, qui s'est plaint de ne pouvoir travailler, cela a tourné à la franche rigolade au tribunal. Car, c'est bien la première fois qu'il aurait eu l'intention vraiment de travailler et en plus, comble de malheur pour lui, aucun gréviste ne se souvient de l'avoir vu venir réclamer du travail à l'usine !

Personne ne se fait trop d'illusion sur le résultat du jugement du tribunal, qui est le plus souvent en faveur des patrons. Mais tout le monde attend de voir ce qu'il va dire quand même. Car, il y a déjà plus d'un an, les militants de la CFDT avaient déposé un droit d'alerte sur les projets des patrons quant à l'avenir de Velan-Rateau. Et les patrons à l'époque avaient répondu que tout allait bien !

Mais la plus grande satisfaction des grévistes, mardi matin, était d'apprendre qu'aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, les délégués de la CFDT et de la CGT avaient quitté la séance de CE en solidarité avec les travailleurs de Velan-Rateau et qu'ils menaçaient d'un débrayage aux Chantiers si le patron commun, Desjeorges, ne donnait pas satisfaction aux grévistes.

Car, face à l'arrogance des patrons, tout le monde à conscience que la solidarité ouvrière peut les contraindre à céder !

SNCF - Paris Gare-de-Lyon

LES TRAVAILLEURS DE LA RESTAURATION TGV (SORENOLIF) À LEUR 4e SEMAINE DE GRÈVE

Une bonne centaine de travailleurs de la SORENOLIF (société de restauration ferroviaire des TGV Sud-Est) sont en grève depuis le 26 octobre dernier. Cette filiale des Wagons-Lits compte un peu moins de 1 000 salariés, dont une partie en contrats à durée déterminée et temps partiel.

Les grévistes réclament :
- 1 000 F d'augmentation mensuelle.
- 5 500 F minimum par mois.
- De meilleures conditions de travail.

Ils ne veulent plus payer des amendes sur salaire, comme c'est le cas jusqu'ici chaque fois que des boissons ou victuailles sont perdues ou volées. La direction leur fait payer au prix fort, c'est-à-dire au prix client TGV.

Les travailleurs de la SORENOLIF font valoir, pour leurs revendications de salaire, que les affaires de cette société se portent très bien. L'action cotée en Bourse qui valait 100 F en 1981 est passée à 4 000 F en 1989. Par contre leurs salaires se montent actuellement à 4 800 F pour les sédentaires (préparateurs et manutentionnaires) et 5 200 F pour les roulants.

Au niveau des conditions de travail, ce sont des journées longues et pénibles, sans que rien ne soit prévu pour la restauration du personnel. Un comble pour une entreprise de restauration !

La direction essaie par tous les moyens de briser la grève. Un commando de cadres de l'entreprise est venu agresser les grévistes au piquet de grève il y a peu. Résultat : six blessés chez les grévistes. Sans parler des insultes proférées par la direction à l'encontre des grévistes. Et bien sûr la police, au service du patron, est intervenue pour tenter d'expulser, sans grand succès, les grévistes qui occupent. Pour finir, 71 grévistes sont assignés au tribunal pour violation de domicile (locaux de la direction), sans compter les lettres de licenciement pour 50 d'entre eux.

Mais cela ne freine pas leur combativité. Et les grévistes de la SORENOLIF trouvent la sympathie (au moins financière) des autres travailleurs de l'enceinte de la Gare-de-Lyon, comme les cheminots, imprimeurs SNCF et postiers du centre de tri PLM. Ils trouvent aussi celle d'usagers du TGV.

Mardi 20 novembre, la direction a enfin accepté d'ouvrir des négociations. Le même jour, une manifestation dans la Gare-de-Lyon a regroupé une centaine de grévistes, accompagnés d'une cinquantaine de cheminots appelés par la CGT et FO, pour interpeller la direction de la SNCF, qui est de toute évidence complice de la SORENOLIF.

En tout cas, les grévistes de la SORENOLIF sont déterminés et pas prêts à s'en laisser compter.

Correspondant LO

La manifestation des grévistes le 20 novembre dans la Gare-de-Lyon. (LO)

"Les Champs d'honneur"

de Jean Rouaud

AFP

Le prix Goncourt 1990 vient d'être décerné au premier livre d'un écrivain qui ne fait pas partie des poulains des grandes maisons qui dominent le marché de l'édition. Pour une fois, il est allé à un... outsider. C'est un mini-événement dans la course aux prix littéraires.

En effet, pour ce qui concerne le prix Goncourt, il est bien connu que, comme le déclarait Bernard Clavel, *«les chances que le lauréat soit choisi en-dehors des éditeurs Gallimard, Le Seuil et Grasset sont pratiquement nulles».* La plupart des membres du jury Goncourt l'ont eux-mêmes admis, une fois ou l'autre : *«L'argent est dans l'air».* Car chacun sait que l'attribution d'un prix littéraire, et surtout le Goncourt, fait évidemment marcher les ventes et les comptes de la maison d'édition heureuse bénéficiaire (accessoirement aussi ceux de l'écrivain concerné...) Et le trio baptisé «Galligrasseuil» est puissamment placé.

Alors, les jurys littéraires, de temps à autre, dérogent à leur règle et couronnent un ouvrage publié par un éditeur plus mineur (commercialement, s'entend). Et il se trouve indépendamment de ces considérations qui rappellent que dans la société capitaliste le livre est traité comme une marchandise à peine différente des autres, que *Les champs d'honneur* est un livre de valeur.

Au commencement, il y a eu la mort du père de l'auteur, quand ce dernier n'avait que 12 ans. Il en a aujourd'hui 38, et c'est la douleur de cette mort, qui fut suivie dans la famille par celles de la tante Marie puis du grand-père, qui, reconstruite par la grâce de la littérature, fait la substance du livre, sa trame. Et plus généralement même, peut-on dire, la douleur devant la mort des hommes, puisque cette série de disparitions successives fait remonter la chronique familiale de Jean Rouaud jusqu'à la guerre de 14-18 – à d'autres morts, des morts de jeunes gens qui, elles, ne durent rien ni aux lois de la biologie ni à d'accidentels coups du sort. Le poids de la mort, du deuil, pèse sur tout le livre, sur la mémoire des vivants.

Ceci dit, Jean Rouaud ne se répand nullement en apitoiements ; il ne fait pas dans le pathétique. Il ne se met pas lui-même directement en scène, d'ailleurs, mais parle des êtres qui lui ont été chers, ou lui sont devenus chers par la vertu de sa mémoire attachée à la recherche des individus disparus. Son livre est plein de pudeur. L'émotion violente est contenue par un style très recherché, et par une forme particulière d'humour (qui vaut, notamment, au lecteur un bel éloge de Nantes par temps de pluie...).

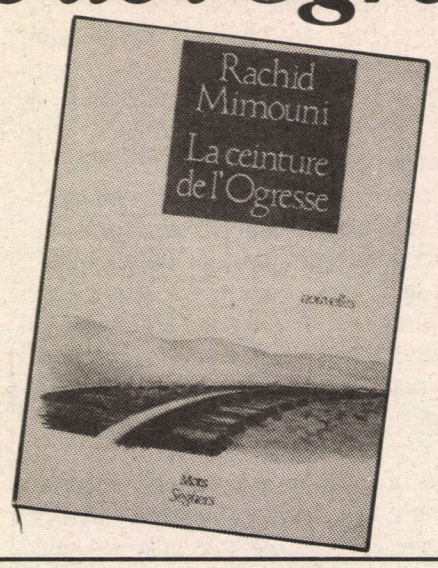
C'est un cri du cœur cependant, dont le fil conducteur chronologique se situe au niveau de sa sensibilité. On peut ne pas «entrer» facilement dans la façon qu'a l'auteur de l'exprimer, être dérouté par la construction du «récit», mais il offre de toute façon un grand plaisir de lecture.

Christiane LE GUERN

Les champs d'honneur *de Jean Rouaud. Ed. de Minuit – 159 p. 75 F.*

"La ceinture de l'Ogresse"

de Rachid Mimouni



Avec ce recueil de sept nouvelles qui composent *La ceinture de l'Ogresse,* Rachid Mimouni nous plonge dans la vie quotidienne de l'Algérie d'aujourd'hui. Une vie marquée par la pesanteur d'une administration totalement absurde. C'est le cortège des pénuries de produits de base qui provoquent et nourrissent le marché noir et aussi les petites et grandes corruptions qui à leur tour alimentent les pénuries. Les trains partent encore mais n'arrivent plus, les usines gigantesques tournent sans rien produire et sans que cela affole qui que ce soit et, comme la radio n'annonce par principe que les événements heureux, les informations sont muettes. C'est aussi l'Algérie d'un certain ordre moral où l'obscurantisme fleurit.

Mais c'est avec humour que Rachid Mimouni détaille chaque situation. Ainsi la première nouvelle, *Le manifestant,* bien sûr totalement imaginaire, est un petit chef-d'œuvre du genre. Imaginez un 1er mai où toute manifestation officielle pourtant jusque-là de rigueur a été annulée (les temps changent). Or un employé modèle, un homme irréprochable dont on découvre cependant qu'il a été jadis au PC, au temps où celui-ci était autorisé, et qu'il a même connu les geôles coloniales au moment de la guerre d'indépendance, décide de manifester tout seul. Installé au beau milieu de la rue commerçante, il déploie solennellement une pancarte sur laquelle il a écrit : *«Vive le Président».* Embarqué illico, on assiste à l'enquête menée par la police qui ne parvient pas à comprendre le comportement bizarre de cet individu qui est bien le seul à ne pas vouloir dénigrer le régime. Les flics font alors en toute bonne foi assaut de propos séditieux devant notre manifestant imperturbable. Bref, c'est le monde à l'envers. Evidemment, force restera à la loi, aux services spéciaux qui, sur la base de dossiers conservés depuis le colonialisme, coffrent le provocateur.

Une autre nouvelle, *Le gardien,* est l'histoire d'un gardien de square, un brave homme qui aime son jardin qu'il parvient à maintenir bien vert malgré le manque d'eau et dont les charmilles attirent les amoureux que veille une statue d'Aphrodite, source d'inspiration amoureuse s'il en est. Mais les nuits de notre gardien se font de plus en plus agitées ; outre qu'il doit guetter le léger gargouillis de l'eau dans les canalisations qui annonce généralement en pleine nuit le retour de l'eau, moment donc propice à l'arrosage des fleurs, il doit surveiller la statue d'Aphrodite, régulièrement agressée par des malveillants. Les ennemis d'Aphrodite vont-ils réussir à empêcher le gardien d'entretenir la verdure et l'ombre des bosquets si favorables aux ébats amoureux ?

Avec les *Vers à soie,* ce sont les mésaventures d'un ingénieur en sériciculture, tout frais émoulu des écoles lyonnaises, qui tente de redévelopper la production de soie naturelle dans un grand complexe de textile et soies artificielles. Le climat d'Algérie est favorable, le travail pas trop dur, mais les difficultés se multiplient. Quand ce n'est pas l'eau qui manque, ce sont les vaches qui broutent les feuilles de mûrier, ou la panne de courant qui fait mourir les larves de vers à soie. Pannes aussi imprévisibles que mystérieuses, employés qui disparaissent au moment crucial, tout concourt à ruiner l'œuvre du jeune ingénieur qui y met pourtant de la bonne volonté. Il tente de s'adapter, parvient même à contourner le plan qui ne permet pas l'acquisition de nouvelles larves, au fur et à mesure des expériences ratées. Et pourtant, comme le constate tout à fait placidement le directeur de l'usine que rien ne semble plus émouvoir, *«nous n'arrivons à produire un peu d'étoffe qu'au prix de constantes acrobaties. Nous sommes devenus des gestionnaires funambules».*

Quand on referme le livre, il reste un constat corrosif et souvent désopilant d'une situation qui ne l'est sans doute pas. Mais Rachid Mimouni est quelque peu poète.

Cécile BERNIER

La ceinture de l'Ogresse *de Rachid Mimouni. Ed. Seghers – 95 F.*

La campagne pour l'élection présidentielle

(AFP)

WALESA LE "SAUVEUR"

La campagne pour l'élection à la présidence de la République polonaise, le 25 novembre, a d'abord été un duel entre le Premier ministre Mazowiecki et le dirigeant de Solidarnosc, Lech Walesa. Quoique Walesa s'en défende, il a fait flèche de tout bois, dans une campagne électorale basée sur une démagogie sans grande retenue destinée à parfaire son image d'indispensable sauveur du pays.

Justifiant son absence de programme par la multiplicité des tâches qui seront à accomplir, Walesa dit préférer *«écouter les gens»*. C'est pour pouvoir leur resservir ce qu'ils ont envie d'entendre, comme tout bon démagogue. Et de la façon la plus frappante, voire la plus provocante possible ! Cela aussi Walesa le justifie de la façon suivante, dans une interview à *Libération* : *«Je m'adresse à des gens simples, surtout à une société polonaise endormie. Donc je provoque, je m'échauffe, je lance des images percutantes pour la réveiller».*

Sur le plan économique par exemple, il ne fait pas dans la dentelle pour canaliser à son profit les désillusions, les mécontentements et les rancœurs engendrés par l'incapacité du gouvernement à sortir le pays de la crise. Lors d'un meeting électoral à Varsovie rapporté par le correspondant du journal italien *La Repubblica,* il tenait les propos suivants : *«Le gouvernement a fait beaucoup d'erreurs, mais la direction est juste : l'économie de marché. Ça ne se fait pas en un an : je le ferai plus vite ! Je vous rendrai tous riches. N'ayez pas peur de perdre votre travail. Vous deviendrez, avec des petites entreprises, capitalistes et millionnaires. Je créerai de la richesse pour tous. Ce ne sera pas le colonialisme occidental qui vaincra. Avec Walesa, la Pologne ne sera pas un pays d'où toutes les belles filles fuiront vers Paris».* Et Walesa s'explique ainsi, auprès des journalistes occidentaux lui reprochant sa démagogie : *«J'ai des propositions à faire aux jeunes.*(...) *Je leur dirai : Faites de l'argent et le pays fera de l'argent. Dites-moi ce que vous voulez entreprendre pour gagner le double de ce que vous gagnez. Je ne pourrai pas le faire à votre place, mais je pourrai vous aider».* Et de promettre l'équivalent de 50 000 F à chacun, pour commencer à s'enrichir !

Walesa promet donc une Pologne prospère, riche et aussi une Pologne forte : *«Je veux une armée forte et puissante, de professionnels. (...) Que tous nos ennemis éventuels sachent qu'ils n'ont pas intérêt à lever un doigt contre la Pologne».*

Walesa joue sur la corde nationaliste, se présente comme le sauveur de la Pologne. Ses affiches électorales le représentent avec un profil évoquant celui de Pilsudski, le dictateur populiste d'avant-guerre, en arrière-fond.

L'un des thèmes de sa campagne est d'ironiser sur les intellectuels, ses anciens conseillers, qu'il avait fait entrer à Solidarité et qui sont aujourd'hui dans l'entourage du Premier ministre Mazowiecki.

Oh certes, ces intellectuels, il leur rend hommage ironiquement. Ce sont *«des héros», «des monuments de la lutte anti-communiste», «les perles de la Pologne».* Mais c'est pour ajouter aussitôt : *«Je les respecte comme intellectuels. Mais en politique ce sont des enfants, sans expérience. En tant que leur père politique, il faudra que je les éduque et même que je les prenne un peu sur mes genoux pour leur donner la fessée».*

Et ça, c'est le couplet «bonhomme», père fouettard sinon papa gâteau. Mais il y a aussi l'habileté odieuse avec laquelle Walesa joue sur les registres de l'antisémitisme, accusant dans un premier temps *«les Juifs trop nombreux»* à la tête du pays d'être responsables de tous les maux. Puis une fois que le poison a fait son effet et qu'il a réussi à canaliser contre son rival Mazowiecki, qui n'est pas juif, les sentiments antisémites de ceux qui le croient tel, il proteste qu'il s'est mal exprimé et qu'il n'est pas antisémite. Pendant ce temps les affiches électorales du Premier ministre sont barbouillées d'étoiles de David avec l'inscription «juif», comme si c'était la pire des injures.

Walesa, dans cette campagne, se présente en démagogue prêt à tout, prêt à miser sur les préjugés les pires pour parvenir à ses propres fins, qui n'ont rien à voir avec les intérêts de l'immense majorité de la population et de la classe ouvrière en particulier ; un démagogue conscient qu'il faut trouver le moyen de canaliser les sentiments de colère de la population polonaise pour éviter l'explosion des revendications sociales. Il se dit d'ailleurs convaincu qu'il est le seul à pouvoir jouer ce rôle, à pouvoir faire entendre raison à la population ; et que son crédit est tel que, même s'il n'était pas élu cette fois, on viendrait vite le rechercher pour diriger le pays, tant il est indispensable.

En tout cas ses ex-conseillers ont l'air un peu inquiets. Ils ont poussé Mazowiecki à se présenter contre Walesa pour tenter de lui faire pièce, et l'un d'eux, Michnik, affirme : *«En votant pour lui* (Walesa) *la Pologne prend le risque d'installer chez elle le premier régime péroniste d'Europe centrale».*

C'est bien possible en effet. Mais ce ne serait alors que le résultat logique de la politique de tous ces dirigeants, les Walesa mais aussi les Mazowiecki et les Michnik, qui n'ont su offrir aux travailleurs polonais d'autre perspective que les mirages de l'Occident capitaliste. Le point d'arrivée pour la Pologne c'est en effet d'être une semi-colonie de l'Occident, miséreuse et sous-développée, à l'égal par exemple de bien des pays d'Amérique latine ; avec peut-être même le même type de régime.

Dominique CHABLIS

"Remplir un vide politique"

C'est avec une conscience assez claire du rôle qu'il peut avoir à jouer dans la situation polonaise que Walesa a expliqué ainsi sa candidature à un journaliste du quotidien italien La Repubblica :

«La popularité de Solidarnosc – et avec elle la mienne – diminuait. Dans la société un vide politique s'était ouvert, qu'aucune nouvelle organisation n'apparaissait pour remplir. Les gens en ont assez. J'ai été effrayé et me suis demandé, en tant qu'homme politique : Que faire ? Que faire après que j'ai tant aidé ce gouvernement, après qu'avec mon image à côté de celle des candidats, sur les affiches l'an dernier, j'ai fait élire députés et sénateurs, et que cela ne suffit pas à la société ? Je me suis dit qu'il faut refaire Solidarnosc, pour que, quand il y aura la prochaine tempête, les gens n'aient pas à chercher d'autres solutions. (...) Les hommes politiques ne s'en rendent pas compte. Ils ne pensent pas ce que serait aujourd'hui le pays sans mes actions : des grèves incontrôlables partout ? Un gouvernement sans défense, sans police d'assurance ?».

La «police d'assurance» de la bourgeoisie polonaise, à l'heure où la plongée dans la crise économique lui fait craindre l'explosion sociale, cette police porte un nom : Walesa.

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :
LA POLOGNE APRÈS JARUZELSKI
VENDREDI 14 DÉCEMBRE à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995